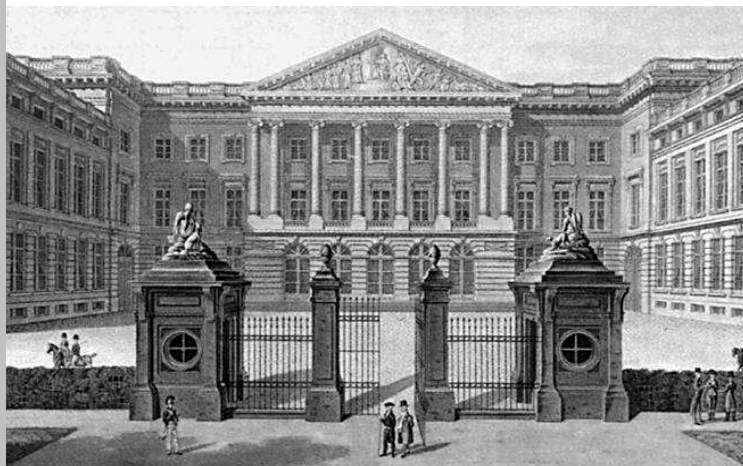


Sénat de Belgique

Session ordinaire 2010-2011



5-18COM

**Commission des Relations
extérieures et de la Défense**

Mardi 21 décembre 2010

Séance du matin

Annales

Handelingen

**Commissie voor de Buitenlandse
Betrekkingen en voor de
Landsverdediging**

Dinsdag 21 december 2010

Ochtendvergadering

5-18COM

Belgische Senaat
Gewone zitting 2010-2011

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «une réponse européenne à la question des Roms» (n° 5-199).....	4
Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «la situation au Sahara occidental» (n° 5-69).....	7
Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «l'arrestation de la militante des droits de l'homme colombienne Carolina Rubio» (n° 5-91).....	10
Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «l'oppression de la communauté chrétienne en Irak» (n° 5-100)	12
Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «le rapport annuel de la Commission européenne concernant la demande d'adhésion de la Turquie et la question kurde» (n° 5-112)	14
Demande d'explications de Mme Dominique Tilmans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «la situation en République de Côte d'Ivoire» (n° 5-160).....	18
Demande d'explications de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «l'amendement adopté par les Nations unies visant à retirer la préférence sexuelle des motifs de condamnation des exécutions injustifiées» (n° 5-206)	20
Demande d'explications de Mme Vanessa Matz au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «le sommet Union africaine–Union européenne» (n° 5-214)	22
Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «le boycott de la remise du Prix Nobel de la Paix par des pays bénéficiant de la Politique européenne de voisinage» (n° 5-219)	24

Inhoudsopgave

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «een Europees antwoord op de Romakwestie» (nr. 5-199).....	4
Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de toestand in de Westelijke Sahara» (nr. 5-69)	7
Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de aanhouding van de Colombiaanse mensenrechtenactiviste Carolina Rubio» (nr. 5-91).....	10
Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de onderdrukking van de christelijke gemeenschap in Irak» (nr. 5-100).....	12
Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «het jaarlijks rapport van de Europese Commissie betreffende de toetredingsaanvraag van Turkije en de Koerdische kwestie» (nr. 5-112).....	14
Vraag om uitleg van mevrouw Dominique Tilmans aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de situatie in de Republiek Ivoorkust» (nr. 5-160)	18
Vraag om uitleg van mevrouw Marie Arena aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «het door de Verenigde Naties aangenomen amendement dat ertoe strekt de seksuele voorkeur te schrappen als veroordelingsgrond voor ongerechtvaardigde executies» (nr. 5-206)	20
Vraag om uitleg van mevrouw Vanessa Matz aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de top Afrikaanse Unie–Europese Unie» (nr. 5-214)	22
Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de boycot van de uitreiking van de Nobelprijs voor de Vrede door landen betrokken in de European Neighbourhood Policy» (nr. 5-219).....	24

Présidence de M. Karl Vanlouwe*(La séance est ouverte à 9 h 00.)***Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «une réponse européenne à la question des Roms» (n° 5-199)**

M. Bert Anciaux (sp.a). – *L'Italie et la France ont pris certaines mesures à l'égard des Roms. L'Union européenne a protesté, mais aucune sanction n'a été prise à l'encontre de ces pays.*

La Belgique connaît également un afflux de Roms. La ville de Gand a fait part à plusieurs reprises de son impuissance face à cette situation et l'avenir n'est pas vraiment réjouissant. Un journal bulgare a publié récemment un article dans lequel il était dit que la Belgique accueille les Roms et ce, bien que cela soit basé sur un sérieux malentendu.

C'est seulement à l'occasion des négociations d'adhésion avec les pays de l'Europe de l'est que l'Europe de l'ouest a pris conscience de l'ampleur et de la complexité de la présence des Roms en Europe. On s'est rendu compte des problèmes d'intégration structurels de ces groupes de population et de la crainte de grandes vagues de migration. La protection des droits des minorités roms et l'assurance d'une base légale contre la discrimination et le racisme dans les pays d'origine ont dès lors été inscrits sans plus attendre en tête des revendications. La grande invasion redoutée n'a pas eu lieu, mais le nombre de Roms en Europe occidentale continue à augmenter. Les endroits qui exercent un effet d'aspiration comme les banlieues et les « camps » illégaux connaissent l'augmentation la plus importante. Dans ces zones, les Roms sont tolérés, mais sans aucun effort politique.

L'Europe de l'ouest n'apporte pas de réponse énergique à ce vaste problème. Les pays où l'afflux est important ne sont pas armés pour offrir à ces personnes, dont l'histoire est souvent compliquée, la place qu'elles méritent dans la société. Il est quasiment impossible, pour des Roms souvent peu scolarisés et sans grande formation ou expérience professionnelle, de s'intégrer sans aucune aide dans le pays d'accueil. L'Europe de l'ouest reporte unilatéralement la responsabilité sur les pays de l'Europe de l'est et refuse de proposer elle-même des initiatives.

L'ampleur et la nature du problème requièrent une réponse européenne rapide et énergique. Les mesures favorisant l'intégration et la lutte contre la discrimination au niveau du logement, de l'enseignement, de la santé et de l'emploi sont prioritaires. Parallèlement, l'Union européenne doit attirer l'attention des nouveaux États membres de l'Europe de l'est sur leurs responsabilités et les aider à lutter contre la formation de sous-classes au sein des Roms.

Le parlement européen réclame depuis plusieurs années une stratégie européenne pour l'intégration des Roms. Cela n'a toujours pas conduit à une politique énergique de la Commission européenne et à un engagement clair des États membres. Après plusieurs résolutions parlementaires, des

Voorzitter: de heer Karl Vanlouwe*(De vergadering wordt geopend om 9.00 uur.)***Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «een Europees antwoord op de Romakwestie» (nr. 5-199)**

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Italië en Frankrijk hebben tegen de Roma bepaalde maatregelen genomen. De Europese Unie heeft daartegen geprotesteerd, maar om veel meer dan woorden ging het niet. Sancties tegen deze landen zijn er niet genomen.

Ook België kent een enorme toestroom van Roma. Het stadsbestuur van Gent berichtte al verschillende keren over zijn onmacht om de toestand aan te kunnen en de toekomst dient zich niet echt rooskleurig aan. Onlangs publiceerde een Bulgaarse krant zelfs een artikel waarin werd gezegd dat de Roma in België worden verwelkomd, ook al was dat vanzelfsprekend gebaseerd op een ernstig misverstand.

West-Europa werd zich pas bewust van de omvang en de complexiteit van de Roma-aanwezigheid in Europa bij de toetredingsonderhandelingen met de Oost-Europese landen. Men realiseerde zich de structurele integratieproblemen van deze bevolkingsgroepen en de vrees voor grote migratiegolven groeide. De bescherming van de rechten van Romaminderheden en het waarborgen van een wettelijke basis tegen discriminatie en racisme in de thuislanden, werden dan ook prompt bovenaan de eisenbundels gezet. De gevreesde grote invasie bleef uit, maar het aantal Roma in West-Europa neemt nog steeds toe. Plaatsen met aanzuigeffect zoals *banlieues* en illegale 'kampen' kenden een sterkere toename. In die zones worden Roma getolereerd, maar zonder beleidsinspanningen.

West-Europa heeft immers geen slagkrachtig antwoord op deze veelzijdige problematiek. Landen met een grote instroom zijn niet gewapend om deze mensen, vaak met een multiprobleematisch verhaal, op een adequate manier een plaats in de samenleving te geven. Voor Roma, vaak laaggeschoold en zonder veel professionele vorming of werkervaring, lijkt het onmogelijk om op eigen kracht volwaardig in het gastland te integreren. West-Europa legt de verantwoordelijkheid eenzijdig bij de Oost-Europese landen en vertikt het om zelf initiatieven te ontplooiën.

De omvang en de aard van de problematiek noodzaken een snel en doeltreffend Europees antwoord. Prioritair zijn maatregelen die de integratie bevorderen en de discriminatie bestrijden op vlak van huisvesting, onderwijs, gezondheid en tewerkstelling. Daarnaast moet de Europese Unie ook de nieuwe EU-lidstaten in Oost-Europa sterker aanspreken op hun verantwoordelijkheden en hen helpen bij het bestrijden van onderklassenvorming onder Romazigeuners.

Het Europees Parlement roept al enkele jaren op tot een omvattende Europese strategie voor inclusie van Roma. Dat leidde nog niet tot een krachtig beleid van de Europese Commissie noch tot een duidelijk engagement van de

rapports de commission et même trois sommets sur les Roms, rien n'a vraiment changé sur le terrain.

Un quatrième sommet ayant pour thème principal « Les soins et l'accueil des enfants et familles roms : mesures à prendre le plus rapidement possible » s'est tenu le 13 décembre dernier à Bruxelles, sous la présidence belge de l'Union européenne. L'accent a été mis sur l'enseignement maternel et primaire et les soins de santé pour tous les enfants roms en Europe.

Je souhaiterais poser les questions suivantes.

Quelle position le gouvernement adopte-t-il lors des différents forums européens concernant les Roms ? Dans quelle mesure la présidence belge a-t-elle formulé des propositions à ce sujet dans son programme ? Quelles sont les priorités de la présidence belge ? Quelles initiatives le gouvernement a-t-il prises durant la présidence ? Avec quels résultats ?

Quelles démarches la Belgique a-t-elle entreprises, notamment pendant sa présidence, pour la mise en place d'une réelle stratégie pour l'intégration des Roms ? Quelles sont les priorités mises en exergue par la présidence belge ?

La Belgique a-t-elle pris des initiatives en vue d'une meilleure utilisation des fonds européens disponibles comme le Fonds social européen et le Fonds européen de développement régional pour les programmes d'intégration des Roms ? Des voix s'élèvent pour que les mesures de soutien offertes par l'Europe aux pays dont les Roms sont originaires prévoient une sanction si ces pays n'œuvrent pas sérieusement à une politique de non-discrimination et ne donnent pas de réelles chances aux Roms. D'autres parlent d'un fonds de secours qui donnerait les moyens, aux villes ou régions qui attirent de nombreux Roms, de mettre en place un accueil digne de ce nom. Loin de nous l'idée de vouloir nous débarrasser des Roms, mais une aide européenne est absolument indispensable car une ville comme Gand ne peut s'en sortir seule.

Quels sont les progrès enregistrés par le sommet du 13 décembre ? Quelles sont les priorités avancées par la Belgique ? Avec quels résultats ?

(Mme Dominique Tilmans, prend place au fauteuil présidentiel.)

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – *J'insiste tout d'abord sur le fait que la responsabilité d'améliorer l'intégration socio-économique des Roms incombe, en première instance, aux États membres. Toutefois, l'Union européenne peut également assumer des responsabilités dans le cadre de ses compétences. Je pense notamment à la compétence européenne sur le plan de la citoyenneté.*

La première question est de savoir comment amener les États membres à être attentifs au problème de l'intégration des Roms.

La Belgique reconnaît l'importante valeur ajoutée d'une coopération au niveau de l'Union et soutient toute initiative visant à améliorer l'intégration de la population rom. L'intégration socio-économique des Roms est un des

individuelle lidstaten. Na verschillende parlementaire resoluties, commissierapporten en zelfs drie 'Romatoppen', is er op het terrein nog niet bijzonder veel veranderd.

Op 13 december vond er in Brussel, onder het Belgische EU-Voorzitterschap, een vierde 'Romatop' plaats, met als centraal thema 'Zorg en opvang voor Romakinderen en -gezinnen: hoog tijd voor maatregelen'. De focus van de top ligt op het stimuleren van kleuter- en lager onderwijs en gezondheidszorg voor alle Romakinderen in Europa.

Ik heb daarbij de volgende vragen.

Welk standpunt neemt de regering op de verschillende Europese fora in met betrekking tot de problematiek van de Roma? In welke mate formuleerde het Belgisch Voorzitterschap in zijn programma voorstellen omtrent deze problematiek? Welke prioriteiten stelde het voorzitterschap daarbij? Welke initiatieven heeft de regering genomen tijdens het voorzitterschap? Met welke resultaten?

Welke stappen heeft België, onder andere tijdens zijn voorzitterschap, gedaan om een omvattende strategie voor de integratie van de Roma te ontwikkelen? Welke prioriteiten legt het Belgisch Voorzitterschap hierbij?

Heeft België initiatieven genomen om de beschikbare Europese fondsen zoals het Europees Sociaal Fonds en het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling op een betere manier aan te wenden voor inclusieprogramma's voor Roma? Er gaan zeker stemmen op om in bepaalde steunmaatregelen die Europa biedt aan landen waar de Roma vandaan komen, een sanctie in te bouwen als die landen niet ernstig werk maken van een non-discriminatiebeleid en de Roma geen ernstige kansen geven. Anderen spreken van een noodfonds dat steden of streken waar zeer veel Roma naartoe trekken, middelen geeft om een ernstige opvang uit te bouwen. Volgens mij mag het niet ons standpunt zijn dat we de Roma hier buiten willen, absoluut niet, maar Europese hulp is wel noodzakelijk, want een stad zoals Gent kan dit echt niet alleen aan.

Welke vooruitgang is er concreet geboekt op de 'Romatop' van 13 december. Welke prioriteiten formuleerde België zelf? Met welke resultaten?

(Voorzitter: mevrouw Dominique Tilmans)

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – Ik wil eerst toch even beklemtonen dat het in eerste instantie de verantwoordelijkheid is van alle lidstaten om de sociale en economische integratie van de Roma te verbeteren. Toch kan ook de Europese Unie verantwoordelijkheid dragen binnen het kader van haar bevoegdheden. Ik denk onder meer aan de Europese bevoegdheid op het vlak van burgerschap.

Het eerste vraagstuk blijft echter hoe we de lidstaten kunnen overreden om in hun beleid aandacht te schenken aan de problematiek van de integratie van de Roma.

België erkent wel degelijk de belangrijke toegevoegde waarde van samenwerking op het niveau van de Unie en ondersteunt elk initiatief om de integratie van de Romabevolking te verbeteren. De sociale en economische integratie van de Roma is een van de belangrijkste sociale thema's die in het

principaux thèmes sociaux évoqué dans le programme de la présidence en trio Espagne–Belgique–Hongrie.

La présidence belge a soutenu une approche intégrée de l'intégration socio-économique des Roms. Elle a également inscrit ce thème lors de différentes rencontres à haut niveau, notamment à l'occasion de la conférence sur la pauvreté des enfants, du sommet sur l'égalité des chances et de la conférence de consensus sur la situation des sans abri. En outre, la quatrième réunion de la plate-forme intégrée pour l'intégration des Roms a été particulièrement attentive à l'intégration socio-économique des Roms et à la situation des enfants roms.

Il n'appartient pas à la présidence de déposer une proposition relative aux mesures à prendre en vue de l'élaboration d'une stratégie globale pour l'intégration des Roms. Il serait même dramatique de mettre en œuvre une stratégie dans ce domaine étant donné la logique très changeante des présidences semestrielles.

C'est au contraire en vertu de son droit d'initiative que la commission a, dès octobre 2010, annoncé qu'elle proposera, en avril 2011, un cadre stratégique pour l'intégration des Roms. Il appartiendra alors à la présidence tournante compétente de rechercher un consensus suffisamment fort pour mettre en œuvre ou adapter éventuellement les propositions de la commission.

En vue d'assurer une meilleure utilisation des fonds européens pour l'intégration des Roms, la Belgique a soutenu la modification du règlement du FEDER approuvée en mai 2010. Ce nouveau règlement permet aux États membres d'utiliser des fonds pour aider des groupes vulnérables de population comme les Roms sur le plan du logement.

Parallèlement, la Commission européenne a organisé les 12 et 13 octobre à Bucarest une rencontre à haut niveau sur l'apport des fonds de l'Union européenne à l'intégration des Roms.

Enfin, la quatrième réunion de la plate-forme européenne pour l'intégration des Roms s'est tenue le 13 décembre 2010. Cette réunion a attiré l'attention sur le thème crucial de l'éducation et des soins des jeunes Roms. Je sais que M. Anciaux est particulièrement sensible au fait que ces jeunes doivent pouvoir compter sur une politique d'intégration durable. Dans ce cadre, la présidence belge a choisi la « jeunesse » comme thème prioritaire. Lors de cette rencontre, la présidence a mené des débats sur l'échange de bonnes pratiques entre les États membres, notamment sur le rôle des médiateurs.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je partage le point de vue du vice-premier ministre, à savoir que les États membres sont responsables en première instance. Comme lui, je constate que ces États membres n'assument pas toujours leurs*

programma van het trio voorzitterschap Spanje–België–Hongarije werden opgesomd.

Het Belgische Voorzitterschap heeft een geïntegreerde benadering voor de sociale en economische integratie van de Roma ondersteund en heeft dat thema ook op verschillende bijeenkomsten op hoog niveau geprogrammeerd. Zo werd de Romaproblematiek besproken tijdens de conferentie over kinderarmoede, op de gelijkheidstop en ook op de consensusconferentie over de problematiek van de daklozen. Voorts heeft de vierde vergadering van het geïntegreerde platform voor inclusie van Roma bijzondere aandacht besteed aan de sociaaleconomische integratie van Roma en aan de situatie van de Romakinderen.

Het is niet aan het voorzitterschap om een voorstel in te dienen met betrekking tot de maatregelen die noodzakelijk zijn voor de uitwerking van een globale strategie voor de integratie van Roma. Het zou zelfs dramatisch zijn, mocht het telkens aan het roterende voorzitterschap toekomen om een strategie te ontwikkelen op dat vlak. Een dergelijke strategie zou immers, door de sterk wisselende logica van de zesmaandelijksse voorzitterschappen, geen duurzaam beleid opleveren.

Het is daarentegen op basis van haar initiatiefrecht dat de Commissie al in oktober 2010 heeft aangekondigd dat ze in april 2011 een strategisch kader voor de integratie van Roma zal voorstellen. Het zal op dat ogenblik het dan bevoegde roterende voorzitterschap toekomen om binnen de bevoegde raadsformatie op zoek te gaan naar een voldoende sterke consensus om de voorstellen van de Commissie uit te voeren of eventueel aan te passen.

Met het oog op een beter gebruik van de Europese middelen voor de integratie van de Roma heeft België de wijziging van de EFRO-verordening, de verordening met betrekking tot het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, die in mei 2010 werd goedgekeurd, ondersteund. Die nieuwe verordening biedt de lidstaten de mogelijkheid om het fonds aan te wenden om kwetsbare bevolkingsgroepen zoals de Roma te helpen op het vlak van huisvesting.

Daarnaast organiseerde de Europese Commissie op 12 en 13 oktober van dit jaar in Boekarest een bijeenkomst op hoog niveau over de bijdrage van EU-middelen tot de integratie van de Roma.

Tot slot vond op 13 december 2010 de vierde vergadering van het Europees platform voor de inclusie van de Roma plaats. Die vergadering heeft de aandacht gevestigd op het cruciale thema van de opvoeding en de zorg van de jeugd van de Romabevolking. Ik weet dat de heer Anciaux vanuit eerdere verantwoordelijkheden bijzonder gevoelig is voor het gegeven dat een duurzaam integratiebeleid met voldoende overtuiging en doorzetting de jeugd en de jonge mensen tot zijn doelgroep moet rekenen. In dat kader heeft het Belgisch Voorzitterschap 'jeugd' als prioritair thema gekozen. Tijdens die bijeenkomst heeft het voorzitterschap debatten georganiseerd over de uitwisseling van goede praktijken tussen lidstaten, bijvoorbeeld over de rol van bemiddelaars.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik deel de visie van de vice-premier dat de lidstaten in eerste instantie verantwoordelijk zijn. Wellicht samen met hem stel ik vast dat die lidstaten hun

responsabilités.

Ce serait trop simple de faire comme si la Bulgarie et la Roumanie portaient toute la responsabilité. Personnellement, j'estime que la politique de l'Italie et de la France à l'égard des Roms, qui sont des citoyens européens, est un échec de la politique européenne.

Je comprends que ce n'est pas toujours facile. J'ai eu de nombreuses discussions à ce sujet avec le bourgmestre de Gand, un homme au grand cœur, qui est confronté au problème et qui constate qu'aucune instance n'aide la ville.

Personnellement, je suis convaincu qu'il s'agit d'un véritable problème européen et d'un défi pour l'Europe et la solidarité européenne.

Je ne veux pas accuser le vice-premier car je comprends que la présidence changeante ne peut jouer un rôle de pionnier durable dans ce dossier. La responsabilité incombe en premier lieu à l'organe permanent, à savoir la Commission européenne. Je me réjouis que la présidence et le trio européen aient pris leurs responsabilités dans ce dossier. Il n'y a donc aucun problème à ce niveau.

J'espère que le projet que la Commission proposera en avril 2011 ne restera pas lettre morte et que l'on aura vraiment la volonté de créer un fonds de solidarité avec des devises fortes.

Ces derniers mois, l'Europe a montré qu'il est très difficile de négocier lorsqu'il s'agit d'argent. Ici, il s'agit d'êtres humains et j'espère que le gouvernement en affaires courantes et le prochain gouvernement pourront jouer un rôle de pionnier dans ce dossier. Il s'agit de milliers de personnes qui vivent dans des conditions tout à fait misérables.

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – *Je voudrais ajouter un petit commentaire. Pour un rôle de pionnier, vous devrez compter sur un prochain gouvernement.*

Je ne fais pas allusion au fond de votre question. Sur ce plan, nous sommes sur la même longueur d'ondes. Je devrai sans doute répéter plus souvent dans mes réponses aux prochaines questions que l'on peut difficilement attendre d'un parlement en affaires courantes qu'il joue un rôle de pionnier.

Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «la situation au Sahara occidental» (n° 5-69)

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *Il ressort de différents communiqués de presse que les autorités marocaines auraient arrêté 160 personnes depuis le 8 novembre dernier, à la suite du démantèlement d'un camp de protestation situé à Laâyoune au Sahara occidental.*

Selon le mouvement indépendantiste Polisario, plusieurs personnes auraient perdu la vie au cours de ces différentes arrestations et il y aurait également de nombreux blessés.

verantwoordelijkheid niet altijd op zich nemen.

Het zou te eenvoudig zijn om te doen alsof Bulgarije en Roemenië in dezen alle verantwoordelijkheid dragen. Persoonlijk vind ik het beleid van Italië en Frankrijk ten aanzien van EU-burgers een mislukking van het EU-beleid; Roma zijn tenslotte EU-burgers.

Ik begrijp ook wel dat men soms met de handen in het haar zit. Ik heb hierover vele gesprekken gevoerd met de burgemeester van Gent, een man met een groot hart, die wel met zijn handen in het haar zit en vaststelt dat geen enkele instantie de stad helpt.

Persoonlijk ben ik ervan overtuigd dat dit een echte Europese problematiek is en een uitdaging voor Europa en voor de onderlinge Europese solidariteit.

Ik wil geen betichtende vinger uitsteken naar de vicepremier, want ik begrijp ook wel dat het wisselende voorzitterschap alleen in dit dossier geen duurzame voorttrekkersrol kan spelen. Dit is in de eerste plaats de verantwoordelijkheid van het permanente orgaan, namelijk de Europese Commissie. Ik ben echter wel blij dat ook het voorzitterschap en het EU-trio in dezen hun verantwoordelijkheid op zich hebben genomen. Wat dat betreft, is er dus geen probleem.

Hopelijk is het plan dat de Commissie in april 2011 zal voorstellen, niet vrijblijvend of louter gebaseerd op woorden, maar zal het vorm geven aan de wil om een solidariteitsfonds met harde valuta op te richten.

De jongste maanden heeft Europa getoond dat het zeer hard kan onderhandelen als het over geld gaat. Nu gaat het over mensen en hopelijk kan ik rekenen op zowel de regering van lopende zaken als op de volgende regering om in dezen een voorttrekkersrol te spelen. Het gaat om duizenden mensen die in volstrekt miserbare omstandigheden leven.

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – Ik wil nog even reageren. Voor een voorttrekkersrol zult u op een volgende regering moeten rekenen.

Daarmee verwijs ik niet naar de inhoud van uw vraag want op dat vlak zitten we duidelijk op dezelfde golflengte. Ik zal in mijn antwoorden op toekomstige vragen misschien vaker moeten beklemtonen dat ook dit parlement moet beseffen dat men van een regering in lopende zaken zaken moeilijk voorttrekkersrollen kan verwachten.

Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de toestand in de Westelijke Sahara» (nr. 5-69)

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – Volgens diverse persberichten hebben de Marokkaanse autoriteiten na de ontmanteling van een protestkamp bij al-Ajoen in de Westelijke Sahara sinds 8 november 160 mensen gearresteerd. Volgens de onafhankelijkheidsbeweging Polisario zijn tijdens de arrestaties verschillende mensen omgekomen en zijn er ook talrijke gewonden gevallen. CNN en de BBC-website maken respectievelijk gewag van 9 en 11

CNN et le site web de la BBC font respectivement état de 9 et 11 morts.

Ces actions violentes ont pesé sur les discussions qui se déroulaient quasi simultanément à New York entre le Polisario, le gouvernement marocain, l'Algérie et la Mauritanie.

Le Sahara occidental a été illégalement annexé par le Maroc en 1975, après que les colons espagnols eurent quitté le pays.

Entre-temps, deux médecins belges ont été expulsés par les autorités marocaines.

Quelles actions la diplomatie belge entreprend-elle, éventuellement en collaboration avec la haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Catherine Ashton, en vue de rencontrer les exigences légitimes des habitants du Sahara occidental et d'aborder les violations des droits de l'homme ?

Quelle est la position de notre pays en ce qui concerne les négociations relatives à la prolongation de l'accord de pêche entre l'Union européenne et le Maroc qui stipule que la côte du Sahara occidental fait partie du Maroc ?

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Le problème du Sahara occidental me tient également à cœur. Tant les autorités marocaines que la population marocaine considèrent que le Sahara occidental fait partie du Maroc.*

Le ministre pourra sans doute apporter des éclaircissements. Il est important que l'on fasse la clarté au niveau international quant au statut du Sahara occidental. Il n'est pas toujours simple, même pour ceux qui essayent de suivre la lutte des mouvements indépendantistes, de savoir quel groupe a raison. En outre, un tel conflit est souvent émotionnel. La situation du Sahara occidental devrait être considérée de manière rationnelle et la question est de savoir si la Belgique peut prendre une initiative dans ce domaine.

M. Steven Vanackere, *vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles.* – *Le Sahara occidental a été l'objet d'une grande attention ces dernières semaines, en particulier après le démantèlement d'un camp situé près de Laâyoune. Je suis la situation de près et j'ai eu une conversation à ce sujet avec mon homologue marocain, Fassi-Fihri.*

La Belgique soutient la poursuite des négociations directes entre les parties concernées sous l'égide des Nations unies en vue de trouver une solution acceptable pour les deux parties, dans le respect du principe de l'autodétermination.

Dans ce cadre, une troisième réunion informelle a eu lieu les 8 et 9 novembre derniers à Long Island sous l'autorité de Christopher Ross, envoyé spécial des Nations unies. La Belgique attache une grande importance à la mission de paix des Nations unies pour le Sahara occidental, la MINURSO.

À la suite de contacts entre ma cellule stratégique et les services de Mme Ashton, cette dernière a fait, le 10 novembre dernier, une déclaration dans laquelle elle a rappelé le soutien de l'Union européenne aux négociations entre les parties concernées, fortement regretté les incidents survenus

doden.

Die gewelddadige acties overschaduwden de gesprekken tussen Polisario, de Marokkaanse regering, Algerije en Mauritanië die ongeveer gelijktijdig plaatsvonden in New York.

De Westelijke Sahara werd onrechtmatig geannexeerd door Marokko in 1975, nadat de Spaanse kolonisten het land hadden verlaten.

Twee Belgische artsen zijn inmiddels uitgewezen door de Marokkaanse autoriteiten.

Welke acties onderneemt de Belgische diplomatie, eventueel in samenwerking met de Hoge Vertegenwoordiger van de Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid, Catherine Ashton, om de legitieme eisen van de bewoners van de Westelijke Sahara kracht bij te zetten en de schendingen van de mensenrechten aan te kaarten.

Wat is het standpunt van ons land met betrekking tot de onderhandelingen over de verlenging van de visserijovereenkomst tussen de EU en Marokko waarin staat dat de kuststrook voor de Westelijke Sahara tot Marokko behoort.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Het probleem van de Westelijke Sahara ligt ook mij na aan het hart. Zowel de Marokkaanse overheid als de Marokkaanse bevolking beschouwen de Westelijke Sahara als een deel van Marokko.

Van hieruit is het moeilijk om zicht te krijgen op de situatie. Misschien kan de minister verheldering brengen. Belangrijk is dat er internationaal duidelijkheid komt over het statuut van de Westelijke Sahara. Zelfs voor degenen die de strijd van onafhankelijkheidsbewegingen proberen te volgen, is het niet altijd eenvoudig om uit te maken welke groep op basis van historische achtergronden, het nu bij het rechte einde heeft. Zo een strijd is bovendien meestal nogal emotioneel beladen. Het probleem van de Westelijke Sahara zou best rationeel worden beschouwd en de vraag is of België daarbij een initiatief kan nemen.

De heer Steven Vanackere, *vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen.* – *De Westelijke Sahara kreeg de jongste weken veel aandacht, in het bijzonder na de ontmanteling van een protestkamp bij al-Ajoen. Ik volg de situatie op de voet en had hierover een gesprek met mijn Marokkaanse collega Fassi-Fihri.*

België steunt de voortzetting van de rechtstreekse onderhandelingen tussen de partijen onder toezicht van de Verenigde Naties, opdat een oplossing zou worden gevonden die aanvaardbaar is voor beide partijen, met respect voor het principe van de zelfbeschikking.

In dat kader werd op 8 en 9 november in Long Island een derde informele bijeenkomst gehouden, onder het gezag van de speciale vertegenwoordiger van de Verenigde Naties, Christopher Ross. België hecht groot belang aan de vredesmissie van de Verenigde Naties voor de Westelijke Sahara, de MINURSO.

Na contacten van mijn beleidscel met de diensten van mevrouw Ashton, heeft zij op 10 november jongstleden een verklaring uitgebracht waarin de steun van de EU aan de onderhandelingen tussen de partijen werd herhaald, de

au Sahara occidental et appelé les parties à maintenir la paix.

La situation au Sahara occidental a été longuement abordée lors du dernier Conseil d'association Union européenne-Maroc du 13 décembre dernier. Au nom de l'Union européenne, j'ai présidé la réunion au nom de la haute représentante Ashton. J'y ai confirmé le soutien de l'Union européenne pour les négociations sous l'égide des Nations unies et encouragé les parties à les poursuivre. Dans le même temps, j'ai indiqué que l'Union européenne regrette fortement les événements et les actes de violence survenus à Laâyoune et qu'elle attend que les différentes parties fassent le nécessaire pour éviter que cela ne se reproduise.

Mon homologue marocain a également insisté sur le fait qu'il n'y a eu des morts que dans les rangs de l'armée marocaine et que le Maroc a été fortement déçu par la résolution du parlement européen qu'il trouve très unilatérale. Je n'ai pas approfondi, mais j'ai quand même indiqué que le refus du Maroc d'accepter l'envoi d'observateurs objectifs permet difficilement de comprendre les circonstances exactes des événements survenus à Laâyoune et ne fait qu'éveiller les soupçons. Toutes les parties ont intérêt à un maximum de transparence sur les événements de Laâyoune. Pour le reste, j'ai indiqué que toute victime est regrettable, quel que soit son camp.

En ce qui concerne les accords de pêche, la Belgique soutient le principe de la conclusion de ce type d'accords avec des pays tiers, en particulier des pays en voie de développement. Cela vaut également pour les accords auxquels la flotte de pêche belge n'est pas concernée, comme c'est le cas de l'accord avec le Maroc. Dans le même temps, la Belgique maintient son point de vue, à savoir que la conclusion d'un accord de pêche ne peut être contraire au droit international. En ce qui concerne le Maroc, la position des Nations unies est claire : le Sahara occidental est contrôlé par le gouvernement marocain qui doit donc toujours garder à l'esprit les intérêts de la population locale en cas de décisions économiques. Celle-ci devrait donc également tirer bénéfice de l'accord de pêche entre le Maroc et l'Union européenne.

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *Je me réjouis que les négociations de paix soient en cours et qu'elles se déroulent sous l'égide des Nations unies. Je me réjouis également que l'Union européenne et les services de Mme Ashton débattent de cette question avec le gouvernement marocain et qu'elle condamne la violence des deux camps. Le fait que les morts ne soient tombés que dans un camp ne peut nous faire oublier que nous devons condamner toute forme de violence.*

Je me réjouis également que le ministre ait souligné que le droit à l'autodétermination doit être respecté. Nous espérons que les négociations sur le Sahara occidental seront couronnées de succès et que le droit à l'autodétermination sera respecté.

incidenten in de Westelijke Sahara diep werden betreurd en de partijen werden opgeroepen de rust te bewaren.

De situatie in de Westelijke Sahara kwam uitgebreid aan bod tijdens de politieke dialoog die op 13 december jongstleden plaatsvond in het kader van de Associatieraad van de EU met Marokko. Namens de EU zat ik de vergadering voor namens Hoge Vertegenwoordiger Ashton. Ik heb daar de steun van de EU voor de onderhandelingen onder gezag van de VN bevestigd en de partijen aangemoedigd die voort te zetten. Daarnaast heb ik benadrukt dat de EU de gebeurtenissen en de geweldplegingen in al-Ajoen zeer sterk betreurt en dat ze van de verschillende partijen verwacht dat die al het nodige doen om herhaling te voorkomen.

Mijn Marokkaanse collega benadrukte evenwel dat er alleen doden waren gevallen bij het Marokkaanse leger en dat men in Marokko zeer ontgoocheld was over de resolutie van het Europees parlement. Men vond de teneur daarvan zeer eenzijdig. Ik ben daar niet diep op ingegaan, maar heb er wel op gewezen dat de weigering van Marokko om objectieve waarnemers toe te laten het moeilijk maakt om de juiste toedracht van de gebeurtenissen in al-Ajoen te achterhalen en dat die houding alleen maar achterdocht wekt. Iedere partij is gebaat bij een zo groot mogelijke transparantie over de gebeurtenissen in al-Ajoen. Voor het overige heb ik aangegeven dat elk slachtoffer te betreuren is, in welk kamp het ook valt.

Inzake de visserijakkoorden steunt België het principe van het sluiten van visserijakkoorden met derde landen en vooral met landen in ontwikkeling. Dat geldt ook voor akkoorden waarbij de Belgische visserijvloot niet betrokken is, zoals het geval is met het akkoord met Marokko. Tegelijk houdt België vast aan het standpunt dat het sluiten van een visserijakkoord niet in strijd mag zijn met het internationaal recht. Wat Marokko betreft is het standpunt van de VN duidelijk: de Westelijke Sahara is een niet-zelfbesturende territorium, bestuurd door de Marokkaanse overheid, die als dusdanig bij economische beslissingen de belangen van de lokale bevolking steeds voor ogen moet houden. Die moet dus ook voordeel halen uit het visserijakkoord tussen Marokko en de EU.

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – Ik ben blij dat de vredesonderhandelingen bezig zijn en dat ze verlopen onder het gezag van de VN. Het verheugt me ook dat ook de EU en de diensten van mevrouw Ashton de zaak ter sprake brengen bij de Marokkaanse overheid en dat ze het geweld van de twee kampen veroordelen. Het feit dat de doden alleen in een kamp zijn gevallen, mag ons niet doen vergeten dat we geweld in alle situaties moeten veroordelen.

Ik ben ook blij dat de minister heeft benadrukt dat het zelfbeschikkingsrecht van de volkeren moet worden gerespecteerd. We hopen dat de onderhandelingen over de Westelijke Sahara een succesvol einde zullen kennen en dat daarin het recht op zelfbeschikking zal worden opgenomen.

Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «l'arrestation de la militante des droits de l'homme colombienne Carolina Rubio» (n° 5-91)

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – Le 16 novembre, la militante des droits de l'homme colombienne Carolina Rubio Esguerra a été arrêtée dans l'est de la Colombie parce qu'elle aurait des liens avec les FARC.

Il faut remarquer que l'arrestation a eu lieu près de trois semaines après sa visite à Bruxelles, où lors d'une réunion de l'OIDHACO – le Bureau international des droits humains Action Colombie, une organisation faïtière de plus de trente ONG européenne –, elle a présenté un rapport sur la situation des droits de l'homme en Colombie. En outre, Mme Rubio a aussi été reçue par la Commission européenne, par différentes représentations diplomatiques auprès de l'Union européenne et au parlement fédéral. Plusieurs membres de cette commission l'ont également reçue.

La nouvelle de l'arrestation de Mme Rubio m'a vraiment inquiété, notamment parce que lors de notre rencontre au parlement elle était enceinte de huit mois. Entre-temps, Mme Rubio a été libérée pour raisons de santé. Elle ne peut cependant pas quitter la ville de Bucaramanga et sera à nouveau arrêtée six mois après la naissance de son enfant.

Lors de notre rencontre, Mme Rubio a expliqué que, sur le plan de la communication, le nouveau gouvernement adopte une attitude moins agressive que le précédent à l'égard des défenseurs des droits de l'homme, mais que dans la pratique la situation ne s'est pas encore vraiment améliorée. La Colombie reste un pays particulièrement violent. Ainsi, au cours des 75 premiers jours du gouvernement Santos, 22 activistes ont été assassinés. Les pressions de la justice sur les activistes n'ont pas non plus diminué.

Les exigences de l'OIDHACO sont soutenues dans notre pays par Broederlijk Delen, 11.11.11, le Vlaamse Noord-Zuidbeweging, Oxfam et diverses autres ONG. L'OIDHACO demande que l'État colombien prenne à cœur les recommandations du Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme. Les rapports des organisations internationales et des ONG montrent que la population civile est la plus grande victime du conflit armé. Ainsi, le département administratif de sécurité DAS commet de graves infractions au droit interne et au droit humanitaire international. Il s'agit d'intimidation, de corruption et d'exécutions extrajudiciaires.

L'accusation de liens avec les FARC n'est pas inhabituelle en Colombie. C'est une tactique couramment utilisée pour jeter le discrédit sur les activistes des droits de l'homme et les dissidents. Au début de cette année, un scandale a éclaté lorsque des documents du DAS ont été saisis, avec instruction de «neutraliser» des voix critiques. Des collaborateurs de Broederlijk Delen en Belgique en ont même été les victimes. Entre-temps, 11.11.11 et Broederlijk Delen ont introduit une plainte avec constitution de partie civile auprès du juge

Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de aanhouding van de Colombiaanse mensenrechtenactiviste Carolina Rubio» (nr. 5-91)

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – Op 16 november werd in Bucaramanga, in het oosten van Colombia, de Colombiaanse mensenrechtenactiviste Carolina Rubio Esguerra gearresteerd omdat ze banden met de FARC zou hebben.

Merkwaardig is dat de arrestatie plaats had bijna drie weken na haar bezoek aan Brussel, waar ze op een vergadering van het OIDHACO – het Oficina Internacional de los Derechos Humanos Acción Colombia, een koepelorganisatie van meer dan 30 Europese ngo's – verslag heeft uitgebracht over de mensenrechtensituatie in Colombia. Daarnaast werd mevrouw Rubio ook ontvangen door de Europese Commissie, door verschillende diplomatieke vertegenwoordigingen bij de Europese Unie en in het federale parlement. Ook een aantal leden van deze commissie hebben haar ontmoet.

Het nieuws over de aanhouding van mevrouw Rubio heeft me werkelijk verontrust, ook omdat zij bij onze ontmoeting in het parlement acht maanden zwanger was. Ondertussen is mevrouw Rubio om gezondheidsredenen vrijgelaten. Ze mag de stad Bucaramanga evenwel niet verlaten en zal opnieuw gearresteerd worden zes maanden na de geboorte van haar kind.

Tijdens onze ontmoeting lichtte mevrouw Rubio toe dat de nieuwe regering op het vlak van de communicatie een minder agressieve houding aanneemt ten aanzien van mensenrechtenverdedigers dan de vorige regering, maar dat de situatie in de praktijk nog niet echt verbeterd is. Colombia blijft een bijzonder gewelddadig land. Zo werden er in de eerste 75 dagen van de regering Santos 22 activisten vermoord. Ook de juridische druk op de activisten is niet afgenomen.

De eisen van OIDHACO worden in ons land ondersteund door Broederlijk Delen, 11.11.11, de Vlaamse Noord-Zuidbeweging, Oxfam en diverse andere ngo's. OIDHACO vraagt dat de Colombiaanse staat de aanbevelingen ter harte neemt van het Bureau van de Hoge Commissaris voor de Mensenrechten en van de Mensenrechtenraad. De verslagen van internationale organisaties en ngo's tonen aan dat de burgerbevolking het grootste slachtoffer is van het gewapend conflict. Zo pleegt het administratief veiligheidsdepartement DAS zware inbreuken op het interne en op het internationaal humanitair recht. Het gaat over intimidatie, corruptie en buitengerechtigde executies.

De beschuldiging banden met de FARC te hebben, is niet ongewoon in Colombia. Het is een courant gebruikte tactiek om mensenrechtenactivisten en dissidenten in slecht daglicht te plaatsen. Eerder dit jaar kwam al een schandaal aan het licht toen documenten van het DAS in beslag genomen werden, met instructies om kritische stemmen 'te neutraliseren'. Zelfs medewerkers van Broederlijk Delen in België werden hier het slachtoffer van. Intussen hebben onder

d'instruction à Bruxelles pour des pratiques d'écoute en Belgique, dont Mme Patricia Verbauwhede, par exemple, était la victime.

J'avais déjà précédemment adressé une question écrite au ministre sur les pratiques d'espionnage auxquelles le DAS colombien se serait livré sur le territoire belge.

Y a-t-il déjà eu des contacts avec l'ambassade colombienne ? Il est en effet très suspect que Mme Rubio ait été arrêtée quelques semaines après sa visite à Bruxelles.

Le service de sécurité colombien était-il au courant de ses rencontres à Bruxelles ? Le DAS est-il encore actif sur le territoire belge ? Vous êtes peut-être au courant de la plainte en cours.

Je désire interroger le ministre des Affaires étrangères, en sa qualité de président européen, sur la position du gouvernement fédéral et l'attitude de l'Europe à l'égard de cette intimidation spécifique envers Rubio et les droits de l'homme en Colombie en général. Ce sujet a-t-il été mis à l'ordre de jour de l'UE et qu'en a-t-on dit ? Quels efforts la Belgique et l'UE accomplissent-elles pour faire en sorte que la liberté individuelle et les droits des femmes soient mieux respectés ?

J'ai entre autres appris par les médias que, lors du dernier sommet de l'UE de vendredi dernier, Mme Ashton a également assisté aux réunions. A-t-on évoqué la Colombie à cette occasion ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – *Notre ambassade à Bogota a effectivement confirmé que Mme Carolina Rubio a été arrêtée le 16 novembre 2010. Le mandat d'arrêt repose sur le témoignage de deux personnes faisant partie du programme de démobilisation et de réintégration du gouvernement colombien, qui a pour but officiel la démobilisation, la démilitarisation et la réintégration de membres de groupes armés illégaux.*

Tant la Belgique que l'Union européenne sont préoccupées par la situation de Mme Carolina Rubio. La délégation de l'Union européenne à Bogota a eu un entretien spécifique sur sa situation avec les services du vice-président colombien Angelino Garzón, responsable des droits de l'homme.

Au cours de cet entretien, il a été confirmé que Mme Rubio n'est plus en détention préventive, mais, en raison de sa grossesse avancée, elle se trouve sous contrôle médical dans un hôpital de Bogota. Cela ne signifie cependant pas que les procédures juridiques sont arrêtées. Cette information a entre-temps été rendue publique, mais a été connue grâce au suivi de l'Union européenne.

L'Union européenne et les États membres, y compris la Belgique, suivront naturellement la situation de près.

Depuis 2009, l'Union européenne mène deux fois par an avec les autorités colombiennes un dialogue politique sur les droits de l'homme. Il s'agit chaque fois de thèmes spécifiques. Lors du récent dialogue sur les droits de l'homme du 23 novembre 2010 l'impunité et l'accès à la justice figuraient à l'ordre du jour. À cette occasion une liste de cas individuels

meer 11.11.11 en Broederlijk Delen een klacht met burgerlijke partijstelling ingediend bij een onderzoeksrechter in Brussel wegens afluisterpraktijken in België waar bijvoorbeeld mevrouw Patricia Verbauwhede het slachtoffer van was.

Eerder had ik de minister al een schriftelijke vraag gesteld over de spionagepraktijken die het Colombiaanse DAS op Belgische bodem zou hebben toegepast.

Zijn er al contacten geweest met de Colombiaanse ambassade? Het is namelijk zeer verdacht dat mevrouw Rubio enkele weken na haar bezoek aan Brussel werd gearresteerd.

Was de Colombiaanse veiligheidsdienst op de hoogte van haar ontmoetingen in Brussel? Is het DAS nog actief op Belgisch grondgebied? U bent wellicht op de hoogte van de klacht die hangende is.

Ik wens de minister van Buitenlandse Zaken in zijn hoedanigheid van Europees voorzitter te ondervragen over het standpunt van de federale regering en de houding van Europa ten aanzien van deze specifieke intimidatie jegens Rubio en de mensenrechten in Colombia in het algemeen. Wordt dit onderwerp op de agenda van de EU geplaatst en wat is erover gezegd? Welke inspanningen doen België en de EU om Colombia ertoe aan te zetten de individuele vrijheid en de vrouwenrechten beter te respecteren?

Uit de media heb ik onder meer vernomen dat mevrouw Ashton op de laatste EU-Top van vorige vrijdag eveneens de vergaderingen heeft bijgewoond. Is Colombia daar ook ter sprake gekomen?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – *Onze ambassade in Bogotá heeft inderdaad bevestigd dat mevrouw Carolina Rubio op 16 november 2010 werd aangehouden. Het aanhoudingsmandaat steunt op de getuigenis van twee personen die deel uitmaken van het demobilisatie- en reïntegratieprogramma van de Colombiaanse regering, dat het demobiliseren, demilitariseren en reïntegreren van leden van illegale gewapende groepen als officieel doel heeft.*

Zowel België als de Europese Unie zijn bezorgd over de situatie van mevrouw Carolina Rubio. De delegatie van de Europese Unie in Bogotá heeft specifiek over haar situatie een onderhoud gehad met de diensten van de Colombiaanse vice-president Angelino Garzón, die verantwoordelijk is voor de mensenrechten.

Tijdens dit onderhoud werd bevestigd dat mevrouw Rubio niet meer in voorhechtenis zit, maar wegens haar vergevorderde zwangerschap onder medisch toezicht staat in een hospitaal in Bogotá. Dat wil echter niet zeggen dat de juridische procedures zijn stopgezet. Die informatie is intussen publiek gemaakt, maar werd verkregen dankzij de follow-up van de Europese Unie.

De situatie zal door de Europese Unie en de lidstaten, inclusief België, uiteraard op de voet worden gevolgd.

Sinds 2009 voert de Europese Unie met de Colombiaanse autoriteiten tweemaal per jaar een lokale politieke dialoog over mensenrechten. Het gaat dan telkens over specifieke thema's. Tijdens de recente mensenrechtendialoog van

est chaque fois remise aux autorités colombiennes. Par le passé, l'UE a régulièrement fait des déclarations concernant des cas spécifiques de violation des droits de l'homme, par exemple lors d'assassinats de défenseurs des droits de l'homme. La Belgique accorde beaucoup d'importance au rôle essentiel de ces défenseurs des droits de l'homme. Nos ambassades dans les pays tiers organisent régulièrement des rencontres avec eux pour exprimer le soutien de la Belgique à leurs travaux et aux relations avec les autorités de leur pays. À l'ordre du jour du département des Affaires étrangères à Bruxelles figurent souvent des rencontres avec des associations de défenseurs des droits de l'homme, y compris avec des organisations comme l'OIDHACO ou la FIDH, qui se focalisent sur la situation en Colombie.

Pour ce qui concerne votre dernière question complémentaire, le but de la présence de Mme Ashton au dernier sommet était d'informer les chefs de gouvernement sur les progrès des relations avec des partenaires stratégiques. Nous pensons surtout aux grands pays émergents, comme la Chine, l'Inde et d'autres. Dans cette optique, il n'est pas étonnant que l'on n'ait pas traité de la situation en Colombie lors de ce sommet. Il n'empêche que la situation des droits de l'homme, y compris pour Mme Ashton, est une priorité importante, régulièrement évoquée au Conseil Affaires étrangères.

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *Il est positif qu'une discussion ait eu lieu sur la situation de Mme Rubio. Nous devons évidemment attendre la future bataille de procédure et le déroulement du procès en Colombie.*

Je suis aussi curieux de connaître la suite qui sera donnée à la plainte au pénal introduite en Belgique contre le service de sécurité colombien et je me demande si Mme Rubio aura un procès équitable. Je comprends toutefois que le ministre ne puisse pas en dire grand-chose aujourd'hui.

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – *Je me rendrais coupable d'une violation de la Constitution si je commentais des procédures judiciaires au sein de cette commission. La réponse à la même question de votre collègue à la Chambre a montré à suffisance les limites du pouvoir d'un ministre, même du ministre de la Justice, dans de telles affaires.*

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *C'est pourquoi je dis également que nous devons attendre le résultat de l'enquête pénale.*

Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «l'oppression de la communauté chrétienne en Irak» (n° 5-100)

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *Ces dernières années, les violences à l'encontre des minorités se sont fortement aggravées en Irak. Selon des spécialistes, Al-Qaïda, après*

23 novembre 2010 stonden de straffeloosheid en de toegang tot justitie op de agenda. Ook wordt de Colombiaanse overheid bij die gelegenheid telkens een lijst met individuele gevallen overhandigd. De EU heeft in het verleden geregeld verklaringen afgelegd naar aanleiding van specifieke gevallen van mensenrechtenschendingen, bijvoorbeeld bij moorden op mensenrechtenverdedigers. België hecht zeer veel belang aan de essentiële rol van mensenrechtenverdedigers. Onze ambassades in derdelanden beleggen geregeld ontmoetingen met mensenrechtenverdedigers om de steun van België te betuigen aan hun werkzaamheden en aan de betrekkingen met de autoriteiten van hun land. Op de agenda van het departement Buitenlandse Zaken in Brussel staan geregeld ontmoetingen met verenigingen van mensenrechtenverdedigers, ook met organisaties zoals OIDHACO of FIDH, die zich toespitsen op de situatie in Colombia.

Wat uw toegevoegde laatste vraag betreft, was het doel van de aanwezigheid van mevrouw Ashton op de laatste Top, de regeringsleiders te informeren over de vooruitgang inzake de relatie met strategische partners. We denken dan vooral aan de grote groeilanden, zoals China, India en dergelijke. In dat opzicht is het niet verwonderlijk dat de situatie in Colombia op die Top niet aan bod is gekomen. Dat neemt echter niet weg dat de situatie van de mensenrechten ook voor mevrouw Ashton een belangrijke prioriteit is, die op de Raad Buitenlandse zaken geregeld aan bod komt.

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – Ik vind het positief dat er een gesprek is geweest over de situatie van mevrouw Rubio. We moeten uiteraard de verdere procedureslag en het verloop van het proces in Colombia afwachten.

Ik ben ook nieuwsgierig naar het gevolg dat zal worden gegeven aan de strafklacht die in België tegen de Colombiaanse veiligheidsdienst is ingediend en vraag me af of mevrouw Rubio een eerlijk proces zal krijgen. Ik besef echter dat de minister daar nu niet veel over kan zeggen.

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – Ik zou mij schuldig maken aan een inbreuk op de Grondwet mocht ik gerechtelijke procedures in deze commissie becommentariëren. Het antwoord op dezelfde vraag van uw collega in de Kamer, heeft voldoende aangetoond hoe ver de macht van een minister, zelfs de minister van Justitie, in dergelijke aangelegenheden reikt.

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – Daarom zeg ik ook dat we zullen moeten wachten op het resultaat van het strafrechtelijk onderzoek.

Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de onderdrukking van de christelijke gemeenschap in Irak» (nr. 5-100)

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – De jongste jaren is in Irak het geweld tegen minderheden sterk gestegen. Luidens specialisten heeft al-Qaïda in Irak, nadat zijn pogingen om

qu'elle eut échoué dans ses tentatives de dresser les chiïtes et les sunnites les uns contre les autres, a désormais pris pour cible la communauté chrétienne d'Irak. Le sommet de l'horreur a été atteint lorsqu'une église de Bagdad a été prise d'assaut le 31 octobre 2010, coûtant la vie à 58 personnes, parmi lesquelles 41 chrétiens.

La communauté chrétienne d'Irak s'est fortement réduite : de plus d'un million en 1980, soit 7% de la population, elle est passée à 800 000 en 2003 avant l'invasion de l'Irak, puis à 636 000 en 2005. En 2010, il n'en subsiste plus que la moitié, l'autre moitié ayant fui. Un réfugié irakien sur deux est chrétien. La plupart des chrétiens trouvent refuge dans la partie kurde de l'Irak. Ce week-end, nous avons appris qu'à nouveau, des flots de réfugiés quittent le sud de l'Irak pour le Kurdistan. Le président du parlement régional du Kurdistan a déjà expliqué que tous ceux qui fuient les violences religieuses sont les bienvenus.

Dans le communiqué de presse qui a suivi l'assaut de la cathédrale syriaque catholique de Bagdad, le ministre a appelé au respect des libertés fondamentales telles qu'elles sont garanties par la constitution irakienne. Il témoigne en outre sa sympathie aux proches des victimes et exprime son soutien aux autorités irakiennes. Suit enfin un encouragement à fournir des efforts soutenus pour parvenir à une stabilisation politique de l'Irak et à un renforcement de l'État de droit, au bénéfice de l'ensemble des Irakiens, quelles que soient leurs convictions religieuses.

Après son communiqué de presse, le ministre a-t-il déjà entrepris des démarches ?

Que compte-t-il faire concrètement pour s'attaquer à ce problème ? Évoquera-t-il cette question auprès de ses homologues européens dans le cadre de la présidence européenne ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – *Les agressions contre les minorités chrétiennes et les autres minorités demeurent un phénomène préoccupant en Irak. Le 31 octobre, un odieux attentat a frappé les syriaques catholiques à Bagdad.*

La diplomatie belge et moi-même suivons de près cette évolution. C'est dans ce contexte qu'il convient de situer ma déclaration publique du 4 novembre.

Lors de la 7^{ème} session de l'Universal Periodic Review du Conseil des droits de l'homme en février de cette année à Genève, la Belgique avait tout particulièrement attiré l'attention des autorités irakiennes sur la nécessité d'une véritable protection des minorités chrétiennes, les appelant à se pencher sérieusement sur tous les actes de violence à l'encontre des minorités ethniques, linguistiques ou religieuses.

Les autorités irakiennes ont formellement approuvé cette recommandation et pris de nouvelles mesures.

La Belgique soutient en outre la mission civile européenne EUJUST LEX en Irak, dont l'objectif est de promouvoir l'État de droit en Irak par le biais de formations destinées à l'appareil judiciaire et la police irakiennes. Cela devrait apporter une solution durable à la violence contre toutes les minorités. Du 17 novembre au 1^{er} décembre, l'Institut de

sjiïeten en soennieten tegen elkaar op te hitsen mislukt zijn, nu de christelijke gemeenschap in Irak als doelwit gekozen. Triest dieptepunt is de gijzeling van een kerk in Bagdad op 31 oktober 2010, die het leven kostte aan 58 aanwezigen, waarvan 41 christenen.

De christelijke gemeenschap in Irak is sterk achteruitgegaan: van meer dan één miljoen in 1980 of 7% van de bevolking, naar 800 000 in 2003, vóór de invasie van Irak, en 636 000 in 2005. In 2010 blijft daarvan nog de helft over; de andere helft is gevlucht. Eén op twee Iraakse vluchtelingen is een christen. De meeste christenen vluchten naar het Koerdische gedeelte van Irak. Dit weekend vernamen we dat er opnieuw vluchtelingenstromen zijn van het zuiden van Irak naar Koerdistan. De voorzitter van het regionaal parlement van Koerdistan heeft al verklaard dat 'alle vluchtelingen van religieus geweld welkom zijn'.

In zijn persbericht naar aanleiding van de aanslag op de Syrisch-katholieke kathedraal in Bagdad, roept de minister op tot 'respect voor de fundamentele vrijheden' zoals ze zijn gevrijwaard door de Iraakse grondwet. Voorts betuigt hij zijn medeleven met de naasten van de slachtoffers en drukt hij zijn steun uit voor de Iraakse gezagsdragers. Ten slotte volgt nog een aanmoediging om 'doorgedreven inspanningen te leveren om in Irak tot een politieke stabilisering en een versterking van de rechtsstaat te komen, ten voordele van alle Iraakezen, ongeacht hun geloofsovertuiging'.

Heeft de minister na zijn persbericht concrete actie ondernomen?

Welke concrete initiatieven wil de minister ondernemen in deze problematiek? Kaart de minister dit aan bij zijn Europese collega's in het kader van het Europees voorzitterschap?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – De aanvallen tegen christelijke minderheden en tegen elke minderheid blijven een zorgwekkend fenomeen in Irak. Op 31 oktober was er de afschuwelijke aanslag tegen de Syrisch-katholieke gelovigen in Bagdad.

Het is een ontwikkeling die door mij en de Belgische diplomatie van dichtbij wordt gevolgd. Mijn publieke verklaring van 4 november moet in die context worden gezien.

België had tijdens de 7^{de} sessie van de *Universal Periodic Review* van de Mensenrechtenraad in februari van dit jaar in Genève, specifiek de aandacht van de Iraakse overheid gevestigd op de nodige effectieve bescherming van de christelijke minderheden en ze opgeroepen alle gewelddaden tegen etnische, taalkundige of religieuze minderheden grondig te onderzoeken.

De Iraakse overheid heeft die Belgische aanbeveling formeel aanvaard en ze heeft ook nieuwe maatregelen genomen.

België steunt ook de Europese civiele missie EUJUST LEX in Irak, die ertoe strekt de rechtsstaat in Irak te bevorderen via de vorming van de Irakese justitie en politie. Hierdoor moet een duurzame oplossing van het geweld tegen alle minderheden worden gegarandeerd. Van 17 november tot 1 december heeft het Egmont-onderzoeksinstituut in

recherche Egmont a d'ailleurs dispensé une session de formation à 15 membres de la police irakienne, en collaboration avec mon département, la police fédérale et la justice. Une attention particulière a été accordée à la protection des minorités.

Par ailleurs, le 22 novembre, les 27 ministres des Affaires étrangères ont débattu de la situation irakienne au Conseil Affaires étrangères, sur proposition de la haute représentante Catherine Ashton, adoptant trois conclusions formelles que je soutiens pleinement. Primo, ils condamnent les attentats ayant visé les lieux de culte chrétiens et musulmans. Des attentats ont frappé récemment la communauté chrétienne, mais également la communauté chiite. Secundo, l'Union européenne condamne toute incitation à la violence et tous les actes de violence, y compris ceux qui sont motivés par la haine religieuse ou ethnique. Tertio, l'Union européenne aspire à nouer des relations avec le nouveau gouvernement dès qu'il aura été mis en place. Le problème de la protection effective des minorités, y compris chrétiennes, constituera un élément important dans la position européenne à l'égard du nouveau gouvernement.

Enfin, la troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, à l'initiative de l'Union européenne, une résolution relative à la lutte contre l'intolérance religieuse.

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *Je trouve positif que le Conseil Affaires étrangères ait débattu de ce problème et que l'Union européenne ait fermement condamné toute forme de violence à l'encontre des minorités religieuses ou basée sur des motifs religieux.*

Mme la présidente. – Je voudrais ajouter, en complément de votre question, que j'ai eu la chance, dans une vie antérieure qui n'était pas politique, de travailler en Irak. À l'époque, la fin des années septante, les chrétiens détenaient pratiquement tout le pouvoir économique. La fuite des chrétiens aujourd'hui est donc particulièrement inquiétante pour l'avenir économique du pays.

Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «le rapport annuel de la Commission européenne concernant la demande d'adhésion de la Turquie et la question kurde» (n° 5-112)

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *Le 9 novembre 2010, la Commission européenne a publié le rapport annuel sur la candidature turque. Ce rapport n'est pas positif sur les progrès réalisés par la Turquie et réaffirme l'attitude non constructive du pays à l'égard de Chypre.*

La Commission déplore également les discriminations à l'égard des Kurdes en Turquie. Un parti politique kurde, le DTP, a de nouveau été interdit cette année et des manifestations pro-kurdes dans le sud-est du pays ont été réprimées violemment par les services de sécurité turcs. La langue kurde est toujours sciemment reléguée au second plan et la censure frappe toujours les journalistes, les journaux et

samenwerking met mijn departement, de federale politie en justitie nog een vormingssessie gegeven voor 15 leden van de Irakese politie. Hierbij is bijzondere aandacht gegeven aan de bescherming van alle minderheden.

Vervolgens hebben de 27 ministers van Buitenlandse Zaken op voorstel van de Hoge Vertegenwoordiger Catherine Ashton op 22 november de toestand in Irak besproken op de Raad Buitenlandse Zaken. Er werden drie formele conclusies aangenomen, die ik ten volle steun. Ten eerste worden de aanslagen tegen christelijke en islamitische gebedshuizen veroordeeld. Niet alleen de christelijke, maar ook de sjiiitische gemeenschap werd recentelijk door aanslagen getroffen. Ten tweede veroordeelt de Europese Unie elke aansporing tot en uitvoering van gewelddaden, ook die welke zijn ingegeven door religieuze of etnische haat. Ten derde ziet de Europese Unie ernaar uit betrekkingen met de nieuwe regering aan te knopen zodra ze is aangetreden. De problematiek van de effectieve bescherming van de minderheden, inclusief de christenen, is een belangrijk element in de Europese houding ten opzichte van de nieuwe regering.

Ten slotte wijs ik erop dat de derde commissie van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op initiatief van de Europese Unie een resolutie heeft aangenomen met betrekking tot het verzet tegen religieuze intolerantie.

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – Het is positief dat dit probleem werd besproken op de Raad Buitenlandse Zaken en dat de Europese Unie een krachtige veroordeling heeft uitgesproken over iedere vorm van geweld tegen religieuze minderheden of op basis van religieuze motieven.

De voorzitter. – *Eind jaren zeventig heb ik in Irak gewerkt. In die tijd was de economie nagenoeg volledig in handen van christenen. Het vertrek van de christenen vandaag is dus bijzonder nefast voor de economische toekomst van het land.*

Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «het jaarlijks rapport van de Europese Commissie betreffende de toetredingsaanvraag van Turkije en de Koerdische kwestie» (nr. 5-112)

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – Op 9 november 2010 gaf de Europese Commissie het jaarlijkse rapport over de Turkse kandidatuur vrij. Dat rapport is niet positief over de vooruitgang van Turkije. In het rapport wordt de niet constructieve houding van Turkije ten aanzien van Cyprus bevestigd.

De Commissie verwijst in het rapport eveneens naar de achtergestelde situatie van de Koerden in Turkije. Zo werd in het voorbije jaar opnieuw een Koerdische politieke partij, de DTP, buiten werking gesteld. Demonstraties in het zuidoosten van het land die betrekking hadden op de Koerdische kwestie werden ontsierd door buitenproportioneel geweld vanwege de

les sites web qui traitent de la question kurde.

La Turquie est aussi montrée du doigt pour ce qui concerne les droits de l'homme. Des plaintes sur des violations de la liberté d'expression affluent toujours à la Cour européenne des droits de l'homme. Les violences contre les femmes sont encore trop fréquentes et trop peu sanctionnées. La liberté de culte n'est pas garantie, les membres de minorités religieuses sont souvent victimes d'attaques extrémistes. Les minorités et les droits culturels sont trop peu respectés et le respect de la défense de la langue, de la culture et des droits fondamentaux ne sont pas suffisamment mis en conformité avec les normes européennes.

Les parents du directeur de l'Institut kurde de Bruxelles ont ainsi été assassinés voici quelques années en Turquie.

Le rapport de la Commission indiquent clairement une hausse des violations de la Convention européenne des droits de l'homme ces dernières années.

Quant à la question kurde, Abdullah Öcalan, le leader kurde qui purge une peine de réclusion à perpétuité en Turquie depuis 1999, a déclaré que la Turquie relance les négociations avec la minorité kurde. Lors de ses entretiens avec les autorités turques en prison, il a œuvré pour la création d'une commission parlementaire de la vérité, à l'instar de la Truth and Reconciliation Commission en Afrique du Sud, laquelle a joué un rôle majeur dans le processus de paix sous la direction de l'archevêque Desmond Tutu.

Les critiques émises à l'encontre de la Turquie à propos des droits de l'homme en général, des droits des Kurdes en particulier et de l'attitude de la Turquie vis-à-vis de Chypre ont-elles à nouveau été débattues sous la Présidence belge de l'Union européenne ? Qu'a-t-on finalement décidé ?

Si la Turquie maintient les restrictions économiques contre la partie grecque de Chypre, continue à violer les droits de l'homme et ne garantit pas les droits des Kurdes, quelles conséquences cela aura-t-il sur sa candidature à l'adhésion à l'UE ? Quel est le point de vue de la Présidence belge sur la proposition de création d'une commission parlementaire de la vérité ?

M. Bert Anciaux (sp.a). – *La question des Kurdes et de l'adhésion de la Turquie à l'UE me tiennent fort à cœur.*

Les Kurdes sont toujours confrontés à diverses situations négatives mais je pense qu'une évolution positive s'amorce. Un cessez-le-feu vient ainsi d'être décrété jusqu'aux prochaines élections législatives. Les deux partis défendant l'héritage d'Atatürk sont de moins en moins influents et il se peut que l'un d'eux disparaisse du parlement. Le kurde peut être enseigné sans pour autant être admis comme langue d'enseignement. Ce sera peut-être une prochaine étape. En outre, le pouvoir de l'armée s'affaiblit et ceux qui prônent la liberté de pensée ne sont désormais plus réduits au silence, tant dans les universités que dans les médias et même la politique. Je ne suis donc pas pessimiste sur l'évolution de la

Turkse veiligheidsdiensten. De Koerdische taal wordt nog altijd bewust achtergesteld. De Turkse overheid blijft ook veel journalisten, kranten en websites censureren die de Koerdische kwestie behandelen.

Turkije wordt ook met de vinger nagewezen wat de mensenrechten betreft. Bij het Europees Hof voor de Rechten van de Mens blijven veel klachten binnenkomen over schendingen van de vrije meningsuiting. Geweld tegen vrouwen komt nog altijd veel voor en wordt te weinig bestraft. De vrijheid van religie wordt niet gegarandeerd, leden van minderheidsreligies zijn vaak het slachtoffer van extremistische aanvallen. Het respect voor minderheden en culturele rechten is beperkt. Respect voor de verdediging van taal, cultuur en fundamentele rechten wordt onvoldoende in overeenstemming met Europese standaarden gebracht.

Zo zijn de ouders van de directeur van het Koerdisch Instituut in Brussel enkele jaren geleden in Turkije vermoord.

Het rapport van de commissie is zeer duidelijk. Het aantal schendingen tegen het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens nam het voorbije jaar toe.

Met betrekking tot de Koerdische kwestie heeft Abdullah Öcalan, de Koerdische leider die sinds 1999 een levenslange gevangenisstraf in Turkije uitzit, verklaard dat Turkije de onderhandelingen met de Koerdische minderheid nieuw leven inblaast. Tijdens onderhandelingen met de Turkse autoriteiten in de gevangenis ijverde hij voor het oprichten van een parlementaire waarheidscommissie, naar analogie van de Truth and Reconciliation Commission in Zuid-Afrika, die onder leiding van aartsbisschop Desmond Tutu een sleutelrol speelde in het vredesproces.

Graag kreeg ik antwoord op volgende vragen. Werden die punten van kritiek op Turkije met betrekking tot de mensenrechten in het algemeen, de rechten van de Koerden in het bijzonder en de houding ten aanzien van Cyprus opnieuw besproken onder het Belgische Voorzitterschap van de Europese Unie? In de krant heb ik gelezen dat het wel degelijk het geval was. Wat is uiteindelijk beslist?

Wat zijn de gevolgen voor de Turkse EU-kandidatuur als het land blijft vasthouden aan de handelsbeperkingen tegen Grieks-Cyprus, de mensenrechten blijft schenden en de rechten van de Koerden niet garandeert? Wat is het standpunt van het Europees Voorzitterschap met betrekking tot het voorstel van een zogenaamde parlementaire waarheidscommissie?

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De problematiek van de Koerden en die van de toetreding van Turkije tot de EU liggen me na aan het hart.

De Koerden kampen inderdaad nog steeds met allerlei negatieve situaties, maar ik ben een *believer*, in die zin dat ik denk dat zich toch een positieve evolutie aandient. Zo is er nu een staakt-het-vuren tot aan de volgende parlementsverkiezingen. De twee partijen die de erfenis van Atatürk verdedigen worden alsmear kleiner en mogelijk verdwijnt een van beide zelfs uit het parlement. Er mag Koerdisch worden onderwezen zonder dat het daarom al als onderwijstaal mag worden beschouwd. Dat kan een volgende stap worden. Daarnaast vermindert de macht van het leger en krijgt wie vrijheid van denken vooropstelt zowel in de media

Turquie.

Le problème est que les Kurdes et quiconque se sent lié à leur cause doivent encore centrer leur réflexion sur une solution à l'intérieur de l'État turc, l'idée d'un Kurdistan indépendant en hérissant encore beaucoup.

Peut-être la Turquie peut-elle accorder aux Kurdes l'autonomie culturelle, comme cela s'est fait en Belgique, État fédéral ou confédéral. C'est là que réside, selon moi, la solution.

Je ne suis pas si négatif et il serait terrible de ne pas être conscient que l'éventualité de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a déjà permis une évolution très importante et constitue peut-être le meilleur moyen de renforcer la démocratie et d'éviter que l'armée et ses alliés puissent encore s'emparer du pouvoir. Seule l'Europe peut assurer une telle évolution. J'espère que nous prendrons tous nos responsabilités et que nous ne nous dresserons pas contre la Turquie, même si ce pays a encore un long chemin à parcourir, y compris concernant les droits de l'homme et la situation des Kurdes. Mon point de vue diffère quelque peu quant à Chypre. La relation entre la Turquie et Chypre ne me paraît pas claire.

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – *Je me réjouis de pouvoir toucher un mot des négociations d'adhésion qui, six mois avant le début de la Présidence belge de l'UE, étaient encore un thème sensible. Je veux parler de l'élargissement en général mais aussi du délicat dossier de la Turquie en particulier. L'exposé de M. Anciaux nous amène à nous demander – ce qui est intéressant – si le souhait de la Turquie d'adhérer à l'UE est un moteur suffisant pour des améliorations dans la société turque, tant en ce qui concerne le renforcement de certains principes démocratiques que le règlement de conflits anciens.*

Lorsque je me suis rendu en Turquie, je me suis entretenu avec plusieurs personnes, dont des militants des droits de l'homme, des représentants des minorités religieuses et des représentants du secteur économique qui se montrent critiques à l'égard du gouvernement. Tous ont indiqué que l'ambition européenne de la Turquie a une influence positive sur leurs propres dossiers et préoccupations. Ils ont tous prié l'Europe de ne pas tourner le dos à la Turquie car bon nombre des évolutions qu'ils jugent positives sont vraiment liées aux aspirations européennes de leur pays.

La discussion est toujours la même : le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ? Mais, voici dix ans, on ne pouvait imaginer que la Turquie tolère des émissions télévisées en langue kurde ou envisage d'admettre le kurde comme langue d'enseignement. Nous devons donc reconnaître qu'une évolution est perceptible. Reste bien sûr à savoir si le rythme est assez rapide, si nous pouvons nous en contenter ou si nous devons poursuivre nos pressions pour parvenir à une solution durable.

Je peux en tout cas confirmer que le respect des droits de l'homme et des droits de toutes les minorités fait partie des critères de Copenhague. Poser la question, c'est y répondre :

als in de universiteiten en zelfs deels in de politiek nu kansen. Om al die redenen ben ik dus niet pessimistisch over de evolutie in Turkije.

Het probleem is dat de Koerden en wie zich met hen verbonden voelt zich moeten afvragen of er geen oplossing te vinden is binnen de Turkse staat, want het uitroepen van een onafhankelijk Koerdistan doet nog steeds veel haren te berge rijzen.

Dat is een probleem, maar misschien kan, naar het voorbeeld van België als confederaal of federaal land, in Turkije aan de Koerden culturele autonomie worden gegeven. Volgens mij ligt daar de oplossing.

Ik ben helemaal niet zo negatief en ik zou het verschrikkelijk vinden dat men niet inziet dat de mogelijke toetreding van Turkije tot Europa al een bijzonder grote evolutie tot stand heeft gebracht en wellicht de beste kansen biedt om de democratie te versterken en te voorkomen dat het leger en alles wat daarmee verbonden is, nog de macht in handen kan nemen. Alleen Europa kan daarvoor zorgen. Ik hoop dat we met z'n allen verantwoordelijkheid op dat stuk blijven nemen en ons niet tegen Turkije afzetten, ook al moet het land nog een stevige weg afleggen, ook inzake mensenrechten en de situatie van de Koerden. Over Cyprus denk ik enigszins anders. De relatie tussen Turkije en Cyprus is me helemaal niet zo duidelijk.

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – *Ik waardeer het dat ik dankzij deze vraag de kans krijg een woord te zeggen over de toetredingsgesprekken, die een half jaar voor de start van het Belgisch Voorzitterschap van de EU inderdaad tot de heikele thema's behoorden. Ik heb het dan over de uitbreiding in het algemeen, maar ook over het delicate dossier van Turkije in het bijzonder. Interessant is ook dat de uiteenzetting van de heer Anciaux ons confronteert met de vraag of de Europese toetredingswens van Turkije een voldoende motor is voor verbeteringen in de Turkse samenleving, zowel bij het versterken van bepaalde democratische beginselen, als bij het regelen van langlopende conflicten.*

Toen ik in Turkije was, heb ik gesprekken gehad met verschillende mensen, ook met mensenrechtenactivisten, vertegenwoordigers van religieuze minderheden en vertegenwoordigers van het bedrijfsleven, dat kritisch staat tegenover de huidige regering. Al die groepen gaven duidelijk aan dat de Europese ambitie voor hun eigen dossier en bekommernissen een positieve impact heeft. Allemaal bezwoeren ze de Europeanen Turkije zeker niet de rug toe te keren, omdat heel veel van de ontwikkelingen die ze als positief ervaren, wel degelijk verband houden met de Europese aspiraties van hun land.

En inderdaad, altijd is het een discussie of het glas nu half vol is of half leeg, maar tien jaar geleden was het in elk geval ondenkbaar dat Turkije tv-uitzendingen in het Koerdisch zou aanvaarden of het Koerdisch als onderwijstaal zou overwegen. We moeten dus erkennen dat er beweging merkbaar is. De vraag is natuurlijk of het tempo snel genoeg is, of we over dat tempo tevreden mogen zijn en of we de druk hoog moeten houden om tot een duurzame oplossing te komen.

il est impensable qu'un pays qui ne respecte pas tous les critères de Copenhague adhère à l'Union européenne. C'est aussi le cas pour la Turquie.

Mi-2009, le premier ministre Erdoğan a annoncé l'initiative « Ouverture démocratique » et la Belgique a salué ce geste. L'objectif est de trouver une solution pacifique à la question kurde. Comme le signale la Commission dans son récent rapport, il faut espérer que cette initiative pourra se poursuivre même si, selon la Commission, elle n'a donné jusqu'à présent que des résultats limités.

Il faut soutenir chaque effort consenti par les autorités turques pour trouver, grâce au dialogue, une solution pacifique au problème kurde.

Par ailleurs, la Turquie doit respecter le Protocole additionnel à l'accord d'association avec l'Union européenne vis-à-vis de tous les États membres, y compris Chypre. Le non-respect de ce Protocole additionnel a amené le Conseil européen en 2006 à bloquer certains chapitres des négociations, ce qui influence bien sûr les progrès des négociations d'adhésion. Lors des divers contacts que j'ai eus ces derniers mois avec les autorités turques, j'ai attiré l'attention sur tous ces points qui sont également exprimés dans les conclusions que le Conseil Affaires générales a adoptées sous ma présidence le 14 décembre. L'élargissement n'a donc pas été abordé lors du Conseil européen de jeudi et vendredi derniers. Les conclusions du Conseil ont été adoptées le 14 décembre et la Turquie a été clairement invitée à aller de l'avant sur la voie empruntée. La récente adaptation de la constitution et les nouvelles initiatives législatives prises en octobre témoignent d'un progrès. Il faut désormais veiller à ce que ce progrès se poursuive.

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *Il y a certes des progrès mais aussi des reculs. La Turquie doit encore réaliser des progrès fondamentaux pour pouvoir adhérer à l'UE. Certains défendent une autonomie culturelle pour le peuple kurde au sein de l'État turc. C'est en fait au peuple kurde de décider de l'orientation qu'il veut prendre. J'espère que l'Europe le soutiendra à cet égard.*

Le problème du Kurdistan n'est cependant pas le seul, il y a aussi le problème de Chypre. Celui qui souhaite adhérer à un club doit en respecter tous les membres. Le ministre a fait référence à un des problèmes fondamentaux. Le Protocole additionnel dispose ainsi que les navires et avions chypriotes doivent avoir accès aux ports et aéroports de la Turquie, ce qui n'est pas encore le cas. Nous examinerons donc les nouveaux rapports de la Commission d'un œil critique. Je constate que la Commission européenne s'acquitte bien de sa tâche et rédige des rapports critiques. Pour pouvoir adhérer à l'Union européenne, la Turquie doit respecter tous les critères de Copenhague, y compris les critères politiques.

Ik kan in elk geval bevestigen dat respect voor de mensenrechten en respect voor de rechten van alle minderheden uiteraard tot de politieke criteria van Copenhagen behoren. De vraag stellen is ze beantwoorden: het is ondenkbaar dat een land dat niet alle criteria van Copenhagen respecteert, tot de Europese Unie toetreedt. Dus ook Turkije moet, net zoals alle kandidaat-lidstaten, aan die criteria voldoen.

Midden 2009 heeft premier Erdoğan het initiatief 'Democratische opening' aangekondigd en België heeft dat op dat ogenblik ook verwelkomd. Het doel daarvan is de Koerdische kwestie vreedzaam op te lossen. Zoals de Commissie in haar recente verslag opmerkt, valt het te hopen dat het initiatief kan worden voortgezet, ook al heeft het tot nog toe, naar de smaak van de Commissie, slechts beperkte resultaten opgeleverd.

Iedere inspanning die door de Turkse autoriteiten ontplooid wordt om via dialoog een vreedzame oplossing te vinden voor het Koerdische probleem, moet worden ondersteund.

Anderzijds moet Turkije het Aanvullend Protocol bij de associatieovereenkomst met de Europese Unie ten aanzien van alle lidstaten respecteren, dus ook ten aanzien van Cyprus. Ingevolge de niet-naleving van dat aanvullende Protocol door Turkije heeft de Europese Raad in december 2006 een aantal onderhandelingshoofdstukken geblokkeerd. Dat heeft uiteraard een impact op de voortgang van de toetredingsonderhandelingen. Tijdens mijn verschillende contacten van de afgelopen maanden met de Turkse autoriteiten heb ik al die punten zeer nadrukkelijk onderstreept; ze zijn trouwens ook weerspiegeld in de conclusies die de Raad Algemene Zaken, onder mijn voorzitterschap op 14 december heeft aangenomen. De uitbreiding werd dus niet besproken op de Europese Raad van vorige donderdag en vrijdag. Op 14 december werden de raadsconclusies dus aanvaard, en werd Turkije duidelijk gevraagd voort te gaan op de ingeslagen weg. Het feit dat de grondwet recent werd aangepast en dat in oktober een aantal nieuwe wetgevende initiatieven werden genomen, wijst op vooruitgang. Nu moet ervoor worden gezorgd dat die vooruitgang wordt voortgezet.

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – Ik dank de minister voor zijn antwoord. Er is inderdaad vooruitgang, maar soms ook achteruitgang. Turkije moet natuurlijk nog fundamentele vooruitgang maken om tot de EU te kunnen toetreden. Sommigen verdedigen voor het Koerdische volk de culturele autonomie binnen Turkije. Eigenlijk moet dat volk zelf beslissen welke richting het wil inslaan. Ik hoop dat Europa het Koerdische volk daarbij zal steunen.

Er is echter niet alleen het probleem Koerdistan, maar ook Cyprus. Wanneer iemand wil toetreden tot een club, is het logisch dat hij de andere leden van die club respecteert, aanvaardt en erkent. Zo verwees de minister naar een van de nog steeds bestaande fundamentele problemen. Het Aanvullend Protocol stelt onder meer dat Cypriotische schepen en vliegtuigen toegang moeten krijgen tot de havens en luchthavens van Turkije, en dat is nog niet het geval. We zullen de nieuwe verslagen van de Europese Commissie dan ook kritisch volgen. Ik stel vast dat de Europese Commissie haar taak goed volbrengt en kritische verslagen opstelt. Om tot de Europese Unie te kunnen toetreden moet Turkije alle

(M. Karl Vanlouwe reprend place au fauteuil présidentiel.)

**Demande d'explications de
Mme Dominique Tilmans au vice-premier
ministre et ministre des Affaires étrangères
et des Réformes institutionnelles sur «la
situation en République de Côte d'Ivoire»
(n° 5-160)**

Mme Dominique Tilmans (MR). – La Côte d'Ivoire s'enflamme et la situation y devient vraiment préoccupante. Étant donné que j'ai déposé ma demande d'explications il y a quinze jours, j'ai réactualisé les différentes questions adressées au ministre.

Quelles mesures de sécurité le gouvernement a-t-il prises pour assurer la sécurité de nos compatriotes sur place ? Quelle est l'évolution de ces mesures vu la situation actuelle ? De nouvelles mesures sont-elles nécessaires en concertation avec la France et les autres pays européens ? Avons-nous la capacité de rassembler et d'évacuer nos ressortissants ? On sait qu'environ la moitié d'entre eux ont quitté la Côte d'Ivoire mais qu'en est-il de ceux qui sont encore sur place ?

Notre ambassadeur sur place a-t-il reçu des représentants de nos expatriés et des entreprises pour faire le point ? Quelle est votre analyse des résultats électoraux au niveau géographique mais aussi au niveau religieux ? Faut-il soutenir les partisans de M. Ouattara qui affrontent ceux de M. Gbagbo ? Faut-il condamner les manifestations pro-Ouattara ?

Le procureur de la Cour pénale internationale a publié un communiqué dans lequel il fait savoir très clairement que la cour procédera à des enquêtes voire à des poursuites à l'égard de toute personne qui se livrerait à des violences caractérisées sur les autres, en particulier en tirant sur la foule. La Belgique soutient-elle cette position de la Cour pénale internationale ?

L'Union européenne a décidé ce 20 décembre de sanctionner M. Gbagbo ainsi que dix-huit autres personnes de son entourage en les frappant d'une interdiction de séjour sur le territoire de l'union. Devons-nous aller plus loin ? Comment pouvons nous le faire sans pénaliser le peuple ivoirien ? Quel est le rôle de la Belgique dans la mise en œuvre de ces sanctions ? Existe-t-il un calendrier ?

Le fait que M. Gbagbo refuse les résultats des urnes suscite des pressions. La Communauté européenne demande d'aller plus loin dans les représailles afin de le forcer à quitter le pouvoir. Cela signifie le gel des avoirs, la confiscation des biens, le refus de tous les visas, la reconnaissance de la signature de M. Ouattara auprès des banques, etc. Quelle est l'attitude de la Belgique ?

La haute représentante de l'Union appuie les efforts déployés par les organisations régionales africaines et notamment la mission de MM. Ping et Ghebo qui est actuellement en cours à Abidjan et qui vise une passation de pouvoir rapide et sans violence. Quels sont les résultats de cette médiation ?

L'ONU est présente sur le terrain à travers l'ONUCI. Cette force a-t-elle les moyens d'éviter les morts inutiles ? Nous

criteria en dus ook de politieke criteria van Kopenhagen inderdaad respecteren.

(Voorzitter: de heer Karl Vanlouwe.)

**Vraag om uitleg van mevrouw Dominique
Tilmans aan de vice-eersteminister en
minister van Buitenlandse Zaken en
Institutionele Hervormingen over «de
situatie in de Republiek Ivoorkust»
(nr. 5-160)**

Mevrouw Dominique Tilmans (MR). – *Ivoorkust staat in brand en de toestand is zorgwekkend. Omdat ik mijn vraag om uitleg twee weken geleden had ingediend, heb ik mijn vragen aan de minister geactualiseerd.*

Welke maatregelen heeft de regering genomen om de veiligheid van onze landgenoten ter plaatse te verzekeren? Hoe evolueren die maatregelen, gezien de huidige toestand? Zijn nieuwe maatregelen nodig in overleg met Frankrijk en de andere Europese landen? Beschikken wij over voldoende middelen om onze landgenoten bijeen te brengen en te evacueren? Ongeveer de helft heeft Ivoorkust verlaten, maar wat gebeurt er met de landgenoten die nog ter plaatse zijn?

Heeft onze ambassadeur ter plaatse de vertegenwoordigers van onze landgenoten en ondernemingen ontvangen om de stand van zaken te bepalen? Wat denkt u over de verkiezingsuitslag, niet alleen geografisch, maar ook religieus? Moeten de aanhangers van Ouattara in hun verzet tegen Gbagbo worden ondersteund? Moeten de betogingen voor Ouattara worden veroordeeld?

De hoofdaanklager van het Internationaal Strafhof dreigt ermee een onderzoek in te stellen naar de geweldplegers en ze eventueel te vervolgen. Steunt België dat standpunt van het Internationaal Strafhof?

De Europese Unie heeft op 20 december beslist Gbagbo en achttien andere personen de toegang te ontfemen tot het grondgebied van de Unie. Moeten we verder gaan? Hoever kunnen we gaan zonder het Ivoiriaanse volk te straffen? Wat is de rol van België in de toepassing van die sancties? Is er een programma bepaald?

Gbagbo wordt onder druk gezet omdat hij weigert de verkiezingsuitslag te aanvaarden. De Europese Unie vraagt meer represailles om hem te verplichten afstand te doen van de macht. Dat betekent een bevrozing van de tegoeden, de inbeslagname van goederen, de weigering van visa, de erkenning van de handtekening van Ouattara door de banken en zo meer. Welke houding neemt België aan?

De hoge vertegenwoordiger van de Unie ondersteunt de inspanningen van de regionale Afrikaanse organisaties. De missie van de heren Ping en Ghebo, die momenteel in Abidjan zijn, is gericht op een snelle en geweldloze machtsoverdracht. Wat zijn de resultaten van die bemiddeling?

De Verenigde Naties zijn ter plaatse aanwezig met de ONUCI. Beschikt die macht over de middelen om doden te vermijden? Vannacht heeft de Veiligheidsraad beslist dat tienduizend blauwhelmen in Ivoorkust blijven. Zullen zij kunnen optreden bij botsingen, gezien de loyaliteit van het

savons que cette nuit le Conseil de sécurité a confirmé le maintien des dix mille Casques bleus en Côte d'Ivoire. Seront-ils à même de réagir lors de confrontations vu la loyauté certaine de l'armée à l'égard de M. Gbagbo ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – Il m'est impossible de répondre à toutes ces questions mais je tiens à vous rassurer en confirmant que le gouvernement se les pose également. Cependant, il n'est pas dans l'intérêt des personnes concernées de rendre publiques certaines mesures qui ont été prises pour assurer la sécurité de nos compatriotes.

Nous sommes à l'écoute des événements et assurons un suivi heure par heure. Il est exact que la situation s'est dégradée depuis le 28 novembre. C'est la raison pour laquelle nous avons modifié nos recommandations et déconseillé de se rendre en Côte d'Ivoire sans pour autant parler déjà d'évacuation.

Nous avons conseillé aux Belges résidant encore dans le pays de le quitter provisoirement s'ils en ont la possibilité. Nous avons mis en place des dispositifs permettant la réalisation du travail diplomatique et la poursuite du travail consulaire. En accord avec la France, nous organisons la sécurité de nos compatriotes sur place.

Quelque 300 ressortissants se trouvent encore actuellement dans le pays. Ils sont régulièrement informés par notre ambassade de l'évolution de la situation et des consignes à respecter, notamment par SMS et par radio.

En outre, une coordination européenne est en place tant au niveau local que des capitales. Si une évacuation devait avoir lieu, c'est la France qui serait l'État pilote.

Sur le plan politique, nous avons longuement discuté de la situation en Côte d'Ivoire lundi passé, lors du dernier conseil Affaires étrangères sous la présidence de Catherine Ashton. Le scrutin populaire mettant en place en tant que leader légitime M. Ouattara est reconnu sans ambiguïté et de façon assez unanime par la communauté internationale.

Les Nations unies ont fait assez rapidement une déclaration, mais c'est au moment où l'Union africaine a souligné son adhésion à cette interprétation du scrutin que l'ensemble de la communauté internationale a pris une attitude nette d'isolement de M. Gbagbo.

Une partie de l'armée, qui semble avoir une tradition un peu plus républicaine et respecte le scrutin populaire, manifeste son adhésion à M. Ouattara. Cela pourrait créer une situation tout à fait explosive, dans la mesure où il est concevable que de nouveaux affrontements se produisent entre les deux groupes dans un avenir proche.

Jusqu'à présent, sur la base des informations dont nous disposons, ce type d'affrontement ne toucherait pas les résidents issus de la communauté internationale.

Je puis vous garantir, madame, que nous suivons la situation de très près et que nous sommes prêts à prendre les dispositions nécessaires en cas de difficulté majeure.

Mme Dominique Tilmans (MR). – Je n'en doute pas un seul instant, monsieur le ministre.

On sait que M. Gbagbo a demandé le retrait des Casques

leger tegenover Gbagbo?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – *Ik kan onmogelijk op alle vragen antwoorden, maar ik kan u verzekeren dat de regering ermee bezig is. In het belang van de betrokkenen kunnen sommige maatregelen die de veiligheid van onze landgenoten moeten garanderen, echter niet worden bekendgemaakt.*

We volgen de gebeurtenissen op de voet. De toestand is sinds 28 november inderdaad verslechterd. Dat is de reden waarom we onze aanbevelingen hebben gewijzigd en hebben afgeraden naar Ivoorkust te reizen, zonder echter reeds tot een evacuatie over te gaan.

We hebben de Belgen die nog ter plaatse zijn, aangeraden om – als dat mogelijk is – tijdelijk het land te verlaten. We hebben ervoor gezorgd dat de diplomatieke en consulaire werkzaamheden kunnen worden voortgezet. In overleg met Frankrijk organiseren wij de veiligheid van onze landgenoten ter plaatse.

Op dit ogenblik bevinden zich nog ongeveer 300 Belgen in het land. Ze worden door de ambassade via sms en radio geregeld geïnformeerd over de evolutie van de toestand en de te volgen instructies.

Daarnaast is er een Europese coördinatie, zowel op lokaal niveau als in de grote steden. Als een evacuatie nodig mocht zijn, zou Frankrijk de leiding nemen.

In de Raad Buitenlandse Zaken voorgezeten door Catherine Ashton, hebben we de toestand in Ivoorkust vorige maandag uitgebreid besproken. De internationale gemeenschap is het er duidelijk en nagenoeg unaniem over eens dat de verkiezingen Ouattara als legitieme leider hebben aangeduid.

De Verenigde Naties hebben vrij snel een verklaring opgesteld, maar het was de interpretatie van de verkiezingsuitslag door de Afrikaanse Unie die voor de internationale gemeenschap de doorslag heeft gegeven om Gbagbo te isoleren.

Een deel van het leger lijkt een wat meer republikeinse traditie te hebben. Het erkent de verkiezingsuitslag en zegt zijn steun toe aan Ouattara. Dat zou tot een explosieve situatie kunnen leiden omdat het in de nabije toekomst tot nieuwe botsingen zou kunnen komen tussen beide groepen.

Op basis van de informatie waarover wij beschikken, zou een dergelijk treffen voorlopig geen gevolgen hebben voor de leden van de internationale gemeenschap.

Ik kan u verzekeren dat we de situatie van zeer nabij volgen en klaar staan om alle noodzakelijke schikkingen te treffen in geval van grote problemen.

Mevrouw Dominique Tilmans (MR). – *Dat betwijfel ik geenszins.*

De heer Gbagbo heeft de terugtrekking gevraagd van de

bleus. Des affrontements ne risquent-ils pas de se produire avec ces derniers, ce qui serait assez catastrophique ? Nous savons qu'ils sont nombreux, mais que leur position n'est pas très forte. Ne craignez-vous pas une dégradation de la situation ? Il est clair qu'ils doivent rester sur place, mais leur présence risque de poser beaucoup de questions au plan international si un affrontement se produisait.

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – Vous avez tout à fait raison, madame.

Demande d'explications de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur « l'amendement adopté par les Nations unies visant à retirer la préférence sexuelle des motifs de condamnation des exécutions injustifiées » (n° 5-206)

Mme Marie Arena (PS). – D'autres questions sur le même sujet vous ont déjà été posées en commission. Cependant, quel ne fut pas mon étonnement lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le 16 novembre dernier, un amendement visant à retirer la préférence sexuelle des motifs de condamnation des exécutions injustifiées, parmi lesquels elle figurait depuis 1999.

On ne peut que déplorer un tel recul des Nations unies en cette matière !

En effet, cette référence, qui visait notamment à lutter contre les exécutions d'homosexuels, est remplacée par les termes « raisons discriminatoires de n'importe quel motif ».

Tous les deux ans, les représentants des États se réunissent et redéfinissent les motifs des exécutions qu'ils jugent sommaires, arbitraires ou injustifiées. L'amendement en question a été déposé par le Maroc et le Mali au nom du groupe africain, du groupe arabe et de l'Organisation de la conférence islamique. Au total, 79 pays l'ont approuvé – dont la Russie, seul pays européen –, contre 70 qui s'y sont opposés.

Cet amendement est d'autant plus incohérent que la résolution cite toujours le cas des enfants des rues, les minorités nationales, linguistiques, religieuses et les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes ou les avocats notamment. Nous aurions pu comprendre si toutes les discriminations avaient été inscrites dans l'amendement mais tel ne fut pas le cas.

Il s'agit donc d'une véritable marche arrière des Nations unies par rapport à l'orientation sexuelle.

Le motif de l'orientation sexuelle permettait de condamner spécifiquement les crimes homophobes, renforçant ainsi la protection des homosexuels. Il est donc d'autant plus déplorable que cet amendement intervienne dans un contexte difficile pour les homosexuels. Plus de 70 pays pénalisent toujours l'homosexualité et dix pratiquent la peine de mort pour des motifs sexuels. Un projet de loi en Ouganda prévoit, par exemple, de lourdes peines de prison pour des condamnés

blauwhelmen. Een confrontatie zou catastrofale gevolgen kunnen hebben. We weten dat er veel blauwhelmen zijn, maar hun positie is niet erg sterk. Vreest u geen verslechtering van de situatie? Het is duidelijk dat zij ter plaatse moeten blijven, maar in geval van een confrontatie dreigt hun aanwezigheid vragen op te roepen op internationaal vlak.

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – U hebt volkomen gelijk, mevrouw.

Vraag om uitleg van mevrouw Marie Arena aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over « het door de Verenigde Naties aangenomen amendement dat ertoe strekt de seksuele voorkeur te schrappen als veroordelingsgrond voor ongerechtvaardigde executies » (nr. 5-206)

Mevrouw Marie Arena (PS). – *Over hetzelfde onderwerp werden in de commissie al vragen gesteld. Groot was nochtans mijn verbazing toen de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 16 november 2010 een amendement goedkeurde dat ertoe strekt seksuele voorkeur te schrappen als veroordelingsgrond voor ongerechtvaardigde executies. Seksuele voorkeur was een veroordelingsgrond sinds 1999.*

We kunnen deze stap achteruit van de Verenigde Naties alleen maar betreuren.

Inderdaad, de verwijzing waarmee men de homoseksuele executies wilde bestrijden, werd vervangen door de woorden 'discriminerende redenen op elke grond'.

Om de twee jaar komen de vertegenwoordigers van de staten bijeen en herdefiniëren zij de gronden van executies die zij als standrechtelijk of willekeurig veroordelen. Het amendement in kwestie werd ingediend door Marokko en Mali namens de Afrikaanse groep, de Arabische groep en de Organisatie van de Islamitische Conferentie. In totaal hebben 79 landen, waaronder Rusland als enig Europees land, het amendement goedgekeurd; 70 landen stemden tegen.

Het amendement getuigt van weinig samenhang gezien de resolutie nog altijd melding maakt van straatkinderen, nationale, taal- en religieuze minderheden en verdedigers van de mensenrechten, zoals journalisten of advocaten. We hadden het kunnen begrijpen als het amendement naar alle discriminaties zou hebben verwezen.

De Verenigde Naties zetten dus werkelijk een stap achteruit wat seksuele voorkeur betreft.

De grond van seksuele voorkeur liet toe homofobe misdrijven te veroordelen, waardoor homoseksuelen beter konden worden beschermd. Dit amendement is des te betreurenswaardiger omdat homoseksuelen het op dit ogenblik niet gemakkelijk hebben. In meer dan zeventig landen is homoseksualiteit nog altijd strafbaar en tien landen spreken de doodstraf uit om seksuele redenen. Zo legt een wetsontwerp in Oeganda zware gevangenisstraffen op voor homoseksuele veroordeelden en de doodstraf voor

homosexuels et la peine de mort pour les récidivistes. N'importe quel citoyen pourra également être condamné à trois ans de prison s'il n'a pas dénoncé une relation homosexuelle à la police dans les vingt-quatre heures.

Cette résolution n'est pas de nature à décourager les pays qui prennent des dispositions antihomosexuelles. Elle vient d'ailleurs contredire une déclaration de l'ONU de 2008 à l'occasion de laquelle 66 pays avaient appelé à la dépenalisation universelle de l'homosexualité.

Dès lors, monsieur le ministre, quelles mesures la Belgique compte-t-elle prendre pour éviter que cette résolution, quoique non contraignante, fragilise davantage les homosexuels dans le monde ? Sachant que nous entretenons de nombreuses relations avec des pays qui ont voté pour l'adoption de cette résolution, comment la Belgique entend-elle sensibiliser ses pays partenaires dont la législation est discriminatoire à l'égard des homosexuels ?

Comment faire en sorte que ces pays modifient leur attitude vis-à-vis de l'orientation sexuelle ?

M. Piet De Bruyn (N-VA). – *Dans sa question, madame Arena souligne à juste titre l'importance que la Belgique a toujours accordée à la défense, la protection et l'égalité des chances des personnes de nature homosexuelle.*

Tant l'ouverture du mariage civil aux personnes de même sexe que l'adoption par des couples homosexuels sont acceptés en Belgique. Dans le domaine de la défense de l'égalité des chances en général, notre pays jouit ainsi d'une bonne réputation à l'étranger. À cet égard, je suis curieux de connaître les initiatives que la Belgique prendra pour continuer à promouvoir cette politique.

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – Tout comme vous, madame Arena, je regrette vivement que la référence à l'orientation sexuelle ait été retirée cette année de la résolution sur les exécutions extrajudiciaires adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU. Il s'agit d'une défaite symbolique, même si cela a peu d'impact en pratique.

Tout comme les autres pays, la Belgique aborde la question des exécutions extrajudiciaires des LGBT (lesbian, gay, bisexual, and transgender people) dans les actions qu'elle mène dans le cadre plus large de la problématique des discriminations et violences commises sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre. La lutte contre toutes les formes de violence, d'intolérance et de discriminations, en ce compris celles basées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, en particulier sous ses formes les plus graves telles que la criminalisation de l'homosexualité ou les crimes de haine, constitue une priorité pour notre pays et pour l'Union européenne. Je l'ai rappelé dans mon communiqué de presse du 10 décembre à l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme.

La Belgique aborde régulièrement la question des législations discriminatoires vis-à-vis des LGBT dans les pays tiers, par exemple lors de nos interventions à l'ONU, dans le cadre du mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme ou encore au cours des dialogues que l'Union européenne entretient avec une trentaine de pays sur

recidivisten. Om het even welke burger kan tot drie jaar gevangenisstraf worden veroordeeld als hij nagelaten heeft een seksuele relatie binnen de 24 uur bij de politie aan te geven.

De resolutie is niet van aard de landen te ontmoedigen die antihomoseksuele maatregelen treffen. Zij is overigens in tegenspraak met de verklaring van de VN van 2008 waarin 66 landen hebben opgeroepen tot een universele decriminalisering van de homoseksualiteit.

Welke maatregelen zal België nemen om te vermijden dat die resolutie, hoewel ze niet dwingend is, de kwetsbaarheid van homoseksuelen in de wereld verhoogt? Ons land onderhoudt relaties met de landen die de resolutie hebben goedgekeurd. Hoe zal België die partnerlanden sensibiliseren die een wetgeving hebben die homoseksuelen discrimineert?

Hoe kunnen we ervoor zorgen dat die landen hun houding tegenover seksuele voorkeur wijzigen?

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – Mevrouw Arena wijst in haar vraag terecht op het belang dat België altijd heeft gehecht aan de verdediging, de bescherming en de gelijkberechtiging van mensen met een homoseksuele geaardheid.

Dat zowel de openstelling van het burgerlijk huwelijk voor mensen van hetzelfde geslacht als de adoptie door homoseksuele koppels in België worden aanvaard, geeft ons land enige naam en faam in het buitenland op het vlak van de verdediging van de gelijkheid van kansen in het algemeen. In dat opzicht ben ik benieuwd te vernemen welke initiatieven België zal nemen om dit beleid verder uit te dragen.

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – *Net als u betreurt ik dat de verwijzing naar de seksuele voorkeur dit jaar werd weggelaten uit de resolutie over buitengerechtelijke en willekeurige executies die door de Algemene Vergadering van de VN werd goedgekeurd. Het gaat om een symbolische nederlaag, ook al is de weerslag ervan in de praktijk gering.*

Net als de andere landen benadert België de kwestie van de buitengerechtelijke executies van de LGBT (lesbian, gay, bisexual, and transgender people) via acties in het bredere kader van discriminatie en geweld gepleegd op grond van seksuele voorkeur of geslacht. De strijd tegen alle vormen van geweld, onverdraagzaamheid en discriminatie, ook op grond van seksuele voorkeur of geslacht en in het bijzonder de criminalisering van homoseksualiteit, is voor ons land en voor de Europese Unie een prioriteit. Ik heb daaraan herinnerd in mijn perscommuniqué van 10 december ter gelegenheid van de internationale dag van de rechten van de mens.

België snijdt de kwestie van de discriminerende wetgeving tegenover de LGBT geregeld aan met derde landen, bijvoorbeeld bij onze interventies in de VN, in het kader van het mechanisme van het Universeel Periodiek Onderzoek van de Raad voor de mensenrechten of nog in de loop van de gesprekken over de mensenrechten die de Europese Unie met een dertigtal landen voert. In de ergste gevallen, zoals de

les droits de l'homme. Dans les cas les plus graves, par exemple la criminalisation de l'homosexualité, je n'hésite pas à aborder moi-même la question avec mon homologue du pays concerné, à faire une déclaration publique à ce sujet ou à demander à mes services d'effectuer des démarches locales à cet égard. Grâce à notre ligne budgétaire relative à la diplomatie préventive, nous finançons également des projets d'organisations défendant les droits des LGBT dans les pays tiers.

Mme Marie Arena (PS). – Vous affirmez que cette modification a peu d'effet. Je ne suis pas d'accord. Il ne s'agit certes pas d'une résolution contraignante ; elle ne peut obliger qui que ce soit à adopter ce type de position. Cependant, le retrait de ces mentions encourage les pays concernés. Ils criminalisent l'homosexualité et l'orientation sexuelle et, aujourd'hui, les Nations unies leur disent qu'ils ont raison de le faire. Tout ceci entraîne une décredibilisation de l'ONU, organe mondial démocratique, et nuit à son image.

La Belgique a été minorisée dans ce débat. On ne peut que le déplorer. Si les Nations unies ne peuvent adopter une attitude progressiste à ce sujet, les États doivent impérativement aborder cette question dans leurs relations avec les pays concernés. La Belgique le fait et doit absolument continuer à le faire sans aucun tabou.

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – On a remplacé la référence explicite à l'homosexualité par « des raisons discriminatoires de n'importe quel motif ». Cet amendement n'exclut donc pas les discriminations liées à l'orientation sexuelle. Dès lors, il n'y aura pas d'impact dans la pratique. Tel est en tous cas le raisonnement qui a été suivi.

Cela étant, c'est un mauvais signal, et je suis le premier à le regretter, mais il n'a rien à voir avec les effets juridiques.

Demande d'explications de Mme Vanessa Matz au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «le sommet Union africaine–Union européenne» (n° 5-214)

Mme Vanessa Matz (cdH). – Un sommet réunissant l'Union africaine et l'Union européenne s'est déroulé les 29 et 30 novembre à Tripoli en Libye.

On peut se féliciter qu'une « nouvelle stratégie de partenariat » a été adoptée avec un Plan d'action 2011-2013 détaillé qui, au moins sur papier, fixe des balises pour un certain nombre de thèmes de coopération, comme la paix et la sécurité, la gouvernance et les droits de l'homme, l'intégration régionale, le commerce et l'infrastructure, les Objectifs du millénaire, l'énergie, etc.

Cependant, comme l'a relevé la presse, de nombreux désaccords subsistent, qui semblent parfois plus importants que les points d'accord, notamment en matière économique ou des droits de l'homme, pour ne relever que deux sujets.

Voici mes questions.

Les États africains ont une fois de plus montré à Tripoli leur

criminalisering van de homoseksualiteit, aarzel ik niet om zelf de kwestie aan te snijden met mijn ambtgenoot van het betrokken land, een verklaring af te leggen over dit onderwerp of aan mijn diensten te vragen ter plaatse tussenbeide te komen. Dankzij onze middelen voor preventieve diplomatie financieren wij ook projecten van organisaties die de rechten van LGBT in derde landen verdedigen.

Mevrouw Marie Arena (PS). – *U zegt dat die wijziging weinig effect heeft. Ik ben het daarmee niet eens. Het is inderdaad geen dwingende resolutie; zij kan niemand ertoe dwingen een bepaalde houding aan te nemen. Niettemin kan de schrapping de betrokken landen aanmoedigen. Zij criminaliseren homoseksualiteit en seksuele voorkeur en vandaag zeggen de Verenigde Naties dat ze gelijk hebben. Het maakt de VN als wereldwijde democratische instelling ongeloofwaardig en brengt schade toe aan hun imago.*

België werd in dit debat miskend. We kunnen dat alleen maar betreuren. Als de Verenigde Naties geen progressieve houding over dit onderwerp kunnen aannemen, moeten de staten de kwestie in hun betrekkingen met de betrokken landen aankaarten. België doet dat en moet daarmee zonder enige schroom doorgaan.

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – *De expliciete verwijzing naar homoseksualiteit werd vervangen door 'discriminerende redenen op elke grond'. Dat amendement sluit dus geen discriminaties uit die verband houden met seksuele voorkeur. In de praktijk zal er dus geen effect zijn. Dat is in elk geval de redenering die werd gevolgd.*

Niettemin is het een slecht signaal en ik ben de eerste om dat te betreuren. Het amendement zal echter geen juridische gevolgen hebben.

Vraag om uitleg van mevrouw Vanessa Matz aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de top Afrikaanse Unie–Europese Unie» (nr. 5-214)

Mevrouw Vanessa Matz (cdH). – *Op 29 en 30 november had in Tripoli, de hoofdstad van Libië, een top plaats van de Afrikaanse Unie en de Europese Unie.*

Het verheugt ons dat er een 'nieuwe partnerschapsstrategie' werd aangenomen met een gedetailleerd actieplan 2011-2013 dat, op zijn minst op papier, de bakens uitzet voor een aantal thema's inzake samenwerking, zoals vrede en veiligheid, governance, mensenrechten, regionale integratie, handel en infrastructuur, de Millenniumdoelstellingen, energie, enzovoorts.

Nochtans blijven er, zoals aangehaald in de pers, vele meningsverschillen bestaan. Zij lijken soms belangrijker dan de punten waarover een akkoord bestaat, met name in economische zaken of mensenrechten, om het bij die twee onderwerpen te houden.

De Afrikaanse landen hebben in Tripoli nog maar eens aangetoond dat zij terughoudend staan tegenover de door de

réticence envers ces accords économiques proposés par les Européens. Où en sont donc ces Accords de partenariat économique (APE) dont visiblement de nombreux États africains ne veulent pas ?

La question des droits de l'homme semble aussi controversée, comme le montre le soutien affiché par l'Union africaine au président soudanais Al-Bachir. De nombreux pays africains ont pourtant ratifié le statut de Rome, fondement de la Cour pénale internationale. Comment interprétez-vous cette contradiction ?

Enfin, même si la mise en pratique de cette stratégie de partenariat dépendra largement du travail du Service européen d'action extérieure, comment cela influencera-t-il la politique extérieure de la Belgique, dans laquelle l'Afrique, et en particulier l'Afrique centrale, joue un rôle essentiel ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – À ce jour, l'Union européenne a conclu un seul accord de partenariat économique complet avec le CARIFORUM. Les négociations avec les autres blocs régionaux sont toujours en cours.

En ce qui concerne la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) et le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), nous avons eu récemment une réunion d'évaluation. Cette réunion a été le premier contact depuis 2009. La Communauté d'Afrique de l'Est a exprimé sa volonté d'aboutir à un accord de partenariat économique complet pour la fin de l'année 2011.

Les négociations se poursuivent à un rythme soutenu avec la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La dernière session date d'octobre 2010. Une période de transition est à prévoir en raison de changements dans la composition des commissions de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) et de la CEDEAO.

Enfin, les négociations avec la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) se sont poursuivies fin novembre 2010. La prochaine rencontre est prévue pour février 2011.

De nombreux pays africains ont ratifié le statut de Rome et cette ratification implique qu'ils doivent respecter les obligations que leur impose ce statut. On ne peut être plus clair.

La mise en place du Service européen d'action extérieure permettra un suivi plus efficace et une meilleure continuité dans la mise en œuvre de la stratégie « Union européenne–Afrique » et de son nouveau plan d'action. Le rôle de la haute représentante Catherine Ashton et de ses services sera central. Toutefois, le rôle des États membres, en particulier de ceux qui comme la Belgique attachent un grand intérêt au partenariat de l'UE avec l'Afrique, restera toutefois important.

Quant aux accords de partenariat économique (APE), qu'il ne faut pas confondre avec le partenariat entre l'UE et l'Afrique, ils relèvent de la compétence de la Commission européenne, en particulier des commissaires De Gucht et Piebalgs.

La Belgique veillera à ce que le partenariat continue à figurer parmi les priorités de l'UE. Il est clair que la politique

Europeanen voorgestelde economische akkoorden. Hoever staat het met die economische partnerschapsakkoorden, waarvan vele Afrikaanse Staten duidelijk niets willen weten?

De kwestie van de mensenrechten lijkt ook controversieel te zijn, zoals blijkt uit de steun van de Afrikaanse Unie aan de Soedanese president al-Bashir. Vele Afrikaanse landen hebben nochtans het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof geratificeerd. Hoe interpreteert u die tegenstelling?

De uitvoering van de partnerschapsstrategie zal in ruime mate afhangen van het werk van de Europese dienst voor extern optreden. In welke mate zal zij de buitenlandse politiek van België, waarin Afrika en in het bijzonder Centraal-Afrika een essentiële rol speelt, beïnvloeden?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – *Op dit ogenblik heeft de EU slechts één volledig economisch partnerschapsakkoord afgesloten, namelijk met de CARIFORUM-staten. De onderhandelingen met de andere regionale blokken zijn nog aan de gang.*

Met de Economische Gemeenschap van Centraal-Afrikaanse Staten (ECCAS) en de Gemeenschappelijke Markt voor Oost- en Zuid-Afrika (COMESA) hebben we onlangs een evaluatievergadering gehad. Die bijeenkomst was het eerste contact sinds 2009. De Oost-Afrikaanse Gemeenschap heeft de wil uitgesproken om tot een volledig economisch partnerschap te komen tegen eind 2011.

De onderhandelingen met de Economische Gemeenschap van West-Afrikaanse Staten (ECOWAS) gaan gestaag voort. De laatste vergadering dateert van oktober 2010. Er is een overgangperiode gepland wegens wijzigingen in de samenstelling van de commissies van de West-Afrikaanse Economische en Monetaire Unie (UEMOA) en de ECOWAS.

Tot slot zijn de onderhandelingen met de Zuid-Afrikaanse Ontwikkelingsgemeenschap (SADC) eind november 2010 voortgezet. De volgende ontmoeting is in februari 2011.

Vele Afrikaanse landen hebben het Statuut van Rome geratificeerd en die ratificatie houdt in dat ze de verplichtingen van dat Statuut moeten naleven. Duidelijker kan het niet.

De inwerkingtreding van de Europese dienst voor extern optreden zal een efficiëntere opvolging en een betere continuïteit in de uitvoering van de strategie 'EU-Afrika' en het nieuwe actieplan mogelijk maken. De rol van de Hoge Vertegenwoordiger Catherine Ashton en haar diensten zal centraal staan. Toch zullen de lidstaten, in het bijzonder de staten die, zoals België, een groot belang hechten aan het partnerschap tussen de EU en Afrika, een belangrijke rol blijven spelen.

De economische partnerschapsakkoorden, die niet mogen worden verward met het partnerschap tussen de EU en Afrika, behoren tot de bevoegdheid van de Europese Commissie, meer bepaald tot die van de commissarissen De Gucht en Piebalgs.

België zal erover waken dat het partnerschap een prioriteit van de EU blijft. Het is duidelijk dat het buitenlands beleid

extérieure de la Belgique en Afrique s'inscrit dans le contexte global de la politique de l'Union européenne. Les principes qui guident le partenariat entre l'UE et l'Afrique ne diffèrent pas de ceux qui sous-tendent la politique de la Belgique envers ses partenaires en Afrique.

Il va de soi qu'en ce qui concerne l'Afrique centrale, la Belgique continuera à jouer un rôle particulier de mobilisation de l'Union européenne.

Mme Vanessa Matz (cdH). – Dire que ces pays ont ratifié le Statut de Rome, fondement de la Cour pénale internationale, ne signifie pas que la question des droits de l'homme y soit résolue. Cette question ne doit pas être éclipsée sous prétexte qu'une ratification a eu lieu.

(Mme Marie Arena prend place au fauteuil présidentiel.)

Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur «le boycott de la remise du Prix Nobel de la Paix par des pays bénéficiant de la Politique européenne de voisinage» (n° 5-219)

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *La remise du Prix Nobel de la Paix à l'activiste chinois Liu Xiaobo a suscité l'irritation des autorités chinoises. Nous n'avons pas de nouvelles du dissident emprisonné et son épouse est assignée à résidence.*

Entre-temps, la Chine a tout mis en œuvre pour s'opposer à la remise du Prix Nobel. Quelques jours avant la cérémonie, elle a déposé une liste des pays qui la soutenaient dans sa protestation contre le lauréat de 2010. Il s'agit de pays liés à la Chine par d'importantes relations commerciales ou de régimes socialistes qui n'hésitent pas à emprisonner les dissidents politiques.

Il est surprenant que six pays avec lesquels l'Union européenne coopère étroitement aient également souscrit à cette liste. La Serbie est un partenaire de l'Union européenne qui devrait obtenir en 2011 le statut de candidat État membre. L'Ukraine, la Biélorussie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie sont concernés par le projet European Neighbourhood Policy (ENP).

La Commission européenne qui jugeait particulièrement dérangeant l'appel au soutien du boycott chinois de la remise du Prix Nobel, a exercé de fortes pressions sur la Serbie durant les jours qui ont précédé la cérémonie. Le soutien accordé par la Serbie à la Chine était une conséquence du soutien que la Chine avait manifesté à la Serbie dans le passé concernant la question du Kosovo. Une comparaison avec le Tibet est rapidement faite. Entre-temps, la Serbie a fait savoir, le jour de la cérémonie, qu'après discussion au sein du gouvernement et à la demande de la population, elle assisterait quand même à la remise du Prix Nobel. C'est un diplomate qui était présent et non un membre du gouvernement proprement dit.

Le Maroc avait également annoncé qu'il boycotterait la cérémonie. Le pays mène actuellement des négociations sur

van België in Afrika past in het kader van het globale EU-beleid. Het partnerschap tussen de EU en Afrika en het beleid van België tegenover zijn Afrikaanse partners steunt op dezelfde beginselen.

Wat Centraal-Afrika betreft, zal België een bijzondere voortrekkersrol binnen de EU blijven spelen.

Mevrouw Vanessa Matz (cdH). – *Dat die landen het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof hebben geratificeerd, betekent niet dat de kwestie van de mensenrechten er is opgelost. Die kwestie mag niet onder tafel worden geschoven onder het voorwendsel dat er een ratificatie is gebeurd.*

(Voorzitter: mevrouw Marie Arena.)

Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over «de boycot van de uitreiking van de Nobelprijs voor de Vrede door landen betrokken in de European Neighbourhood Policy» (nr. 5-219)

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – De uitreiking van de Nobelprijs voor de Vrede aan de Chinese activist Liu Xiaobo heeft bij de Chinese regering kwaad bloed gezet. Er is nog geen nieuws van de gevangen dissident, en ook zijn vrouw wordt onder permanent huisarrest bewaakt.

Ondertussen heeft China er alles aan gedaan om de uitreiking van de Nobelprijs te dwarsbomen. Enkele dagen voor de uitreiking kwam de Chinese regering op de proppen met een lijstje van landen die China steunen in zijn protest tegen de laureaat van 2010. Het gaat om landen met intensieve handelsbetrekkingen met China en socialistische regimes die eveneens geen problemen hebben met het opsluiten van dissidente politieke activisten.

Opvallend is dat zes landen met wie de Europese Unie nauwe samenwerkingsverbanden heeft zich ook bij die lijst hebben aangesloten. Servië is een EU-partnerland dat naar verwachting in 2011 de status van kandidaat-lidstaat zal krijgen. Oekraïne, Wit-Rusland, Marokko, Tunesië, Egypte en Algerije zijn betrokken bij het European Neighbourhood Policy-project (ENP).

De Europese Commissie, die de Servische aankondiging om de Chinese boycot van de Nobelprijsuitreiking te steunen bijzonder storend vond, oefende de dagen voorafgaand aan de uitreiking van de Nobelprijs grote druk uit op Servië. De steun van Servië aan China had te maken met de Chinese steun in het verleden aan Servië in verband met het probleem Kosovo. Een vergelijking met Tibet is snel gemaakt. Ondertussen heeft Servië op de dag van de ceremonie bekend gemaakt dat het na beraad van de regering en op vraag van de bevolking de uitreiking toch zou bijwonen. Het was wel een diplomaat die de uitreiking bijwoonde, en niet een lid van de regering zelf.

Marokko had eveneens aangekondigd de uitreiking te

un accord de pêche avec l'Union européenne.

L'Ukraine s'est également ralliée à la position chinoise. C'est d'ailleurs surprenant car l'Ukraine a encore participé à des conférences avec l'Union européenne au mois d'octobre et fin novembre.

Le ministre a-t-il discuté de la décision prise par les pays qui menaçaient de boycotter la remise du Prix Nobel ? Comment a-t-il fait part du mécontentement de l'Union européenne aux gouvernements de Serbie, d'Ukraine, du Maroc, d'Algérie et de Tunisie ?

Comment explique-t-il l'attitude de ces pays alors que la European Neighbourhood Policy met l'accent sur les valeurs démocratiques ? Cela a-t-il des conséquences sur la coopération dans le cadre de la ENP ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles. – *La Belgique et l'Union européenne accordent en effet une grande importance aux valeurs démocratiques et au respect des droits de l'homme auxquels le Prix Nobel rend hommage. Par notre présence à la cérémonie, nous avons une fois de plus pu clairement le manifester. Tous les États membres de l'Union européenne ont adopté la même position malgré les pressions diplomatiques exercées par la Chine.*

Les valeurs démocratiques et le respect des droits de l'homme revêtent une grande importance, y compris bien entendu dans nos relations avec les pays partenaires de la Politique européenne de voisinage. Ces pays ne sont toutefois pas tenus de se rallier aux positions adoptées par l'Union européenne et peuvent décider souverainement.

La Serbie, qui ambitionne d'adhérer à l'Union européenne, a décidé au dernier moment d'envoyer un représentant spécial du premier ministre serbe à la remise du prix Nobel. Le commissaire européen Füle chargé de l'élargissement, a fait part au premier ministre serbe, lors de la conférence organisée le 10 décembre dernier par Les Amis de l'Europe, du mécontentement de l'Union européenne quant au fait que la Serbie hésitait à se faire représenter à la remise du Prix Nobel.

Par leur boycott, l'Ukraine, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie adoptent une position diplomatique que nous ne pouvons oublier et qui pourra certainement être évoquée lors du dialogue que l'Union européenne mènera avec ces pays.

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *Je déduis de la réponse du ministre que les pays partenaires de la Politique européenne de voisinage peuvent se rallier à la position de l'Union européenne mais qu'ils restent autonomes. J'espère néanmoins que l'Union européenne pourra exercer suffisamment de pression pour qu'ils continuent à respecter les valeurs démocratiques.*

(La séance est levée à 10 h 35.)

boycotten. Het land voert momenteel onderhandelingen over een visserijakkoord met de EU.

Verder heeft Oekraïne zich aangesloten bij het Chinese standpunt. Dit is enigszins verbazend, omdat Oekraïne nog een ministeriële conferentie met de EU heeft gehad in oktober, en een EU-Oekraïne-conferentie eind november.

Heeft de minister de beslissing van de landen die de uitreiking van Nobelprijs dreigden te boycotten besproken? Hoe heeft hij het ongenoegen van de EU overgemaakt aan de regeringen van Servië, Oekraïne, Marokko, Algerije en Tunesië?

Hoe verklaart hij het gedrag van die landen, terwijl in de European Neighbourhood Policy de nadruk op de democratische waarden wordt gelegd? Heeft dit gevolgen voor de samenwerking in het ENP?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen. – *België en de Europese Unie hechten uiteraard veel belang aan de democratische waarden en het respect voor de mensenrechten die met de Nobelprijs worden gehuldigd. Door onze aanwezigheid op de uitreiking hebben we dat overigens nogmaals duidelijk kunnen maken. Alle EU-lidstaten hebben ondanks de diplomatieke druk van China hetzelfde standpunt over hun aanwezigheid bij de plechtigheid ingenomen.*

Ook in onze relatie met de partnerlanden van het Europees Nabuurschapsbeleid zijn de democratische waarden en het respect voor de mensenrechten uiteraard belangrijk. Die landen zijn evenwel juridisch niet verplicht om zich bij de EU-standpunten aan te sluiten; ze kunnen daartoe soeverein beslissen.

Servië, dat de ambitie heeft om tot de EU toe te treden, heeft op het laatste moment besloten om zich op de uitreiking te laten vertegenwoordigen door een speciale gezant van de Servische premier. Europees Commissaris Füle, verantwoordelijk voor uitbreiding, heeft de Servische premier tijdens de conferentie van de Vrienden van Europa op 10 december jongstleden het ongenoegen van de EU over de Servische aarzeling om bij de uitreiking van de Nobelprijs vertegenwoordigd te zijn, te kennen gegeven.

Met hun boycot nemen landen als Oekraïne, Marokko, Algerije en Tunesië een diplomatieke positie in, die we niet kunnen vergeten en die uiteraard ter sprake kan komen tijdens de EU-dialoog met die landen.

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – *Uit het antwoord van de minister heb ik geleerd dat de partnerlanden van het Europees Nabuurschapsbeleid zich bij het EU-standpunt kunnen aansluiten, maar wel autonoom blijven. Toch hoop ik dat de Europese Unie voldoende druk zal kunnen uitoefenen opdat die landen de democratische waarden blijvend respecteren.*

(De vergadering wordt gesloten om 10.35 uur.)